



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

LES MOTEURS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE : OPPORTUNITÉS, FINANCEMENT ET CAPACITÉS

Document Hors-Série No. 29, 2017

29

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

© 2017 Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant
Harare, Zimbabwe

Publié par le Département Connaissances et apprentissage
Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

Première édition : septembre 2017
Tous droits réservés

Ce document hors-série montre que les pays africains doivent poursuivre la diversification économique et la transformation structurelle en se basant sur des politiques et des institutions pertinentes qui font de la croissance inclusive une priorité. En outre, la bonne gouvernance et un leadership visionnaire restent des facteurs essentiels pour la transformation du continent. Toute intervention en matière de renforcement des capacités doit, par conséquent, être élaborée en prenant compte à la fois ces priorités mais aussi les contextes des différents pays.

La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) ne garantit pas l'exactitude des données présentées dans le présent Rapport. Les frontières, couleurs et autres informations figurant sur les cartes ne font l'objet d'aucun jugement de la part de la Fondation, en particulier concernant le statut légal d'un territoire, l'approbation ou l'acceptation des frontières.

Ceci est une traduction d'un document initialement publié en langue anglaise. La version originale de ce document est disponible sur le site web de l'ACBF : <http://www.acbf-pact.org>.

Pour toute information supplémentaire sur les projets, programmes et autres activités de la Fondation, veuillez visiter notre site <http://www.acbf-pact.org>.

ISBN : 978-1-77937-076-1
EAN : 9781779370761

LES MOTEURS DE LA
CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN
AFRIQUE : OPPORTUNITÉS,
FINANCEMENT ET CAPACITÉS

AVANT-PROPOS

Selon l'Agenda 2063, les Africains aspirent à « une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable. » Les pays sont conscients que le discours sur la « montée en puissance de l'Afrique » doit favoriser un plus grand accès de la majorité des populations aux opportunités socio-économiques durables, tout en protégeant les plus vulnérables dans un environnement d'équité, d'égalité et de pluralisme politique.

De nombreux pays africains ont connu une forte croissance économique depuis 2000. Après l'Asie, l'Afrique a été la deuxième région ayant connu une plus forte croissance dans le monde au cours de la dernière décennie. Cependant, une plus grande croissance économique ne se traduit pas par l'amélioration des conditions de vie, la réduction des taux de pauvreté ou l'augmentation des taux d'emploi. La pauvreté reste un fléau dans de nombreux pays africains. Le chômage augmente alors même que ces pays atteignent des taux de croissance plus élevés, avec une augmentation des investissements et du volume des échanges. Comment cela s'explique-t-il ? Quel type de renforcement des capacités est nécessaire pour développer, soutenir et partager les fruits de la croissance économique en Afrique ?

L'ACBF a produit le présent document sous l'auspice du Groupe d'études stratégiques pour susciter le débat, encourager une étude plus approfondie et définir les problèmes de capacité critiques afin de faire face à l'inadéquation entre la croissance économique et l'égalité en Afrique.

Ce document hors-série montre que l'investissement, la formation du capital humain, la dette et l'aide publique au développement sont les moteurs de la croissance économique de l'Afrique. Il recommande de prêter attention aux capacités, qui sont essentielles pour une croissance durable et inclusive en Afrique. Les stratégies de croissance à long terme aux niveaux continental, régional et national exigent des capacités plus importantes pour améliorer la gouvernance économique, aligner les institutions nationales et infranationales, coordonner l'action des ministères de la Planification et des Finances, et pratiquer la culture de leadership engagé afin de faire avancer les économies pendant les périodes difficiles, et exécuter des plans de relance sans revirements de politique.

Outre la mise en place des think tanks, et le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles à travers le continent, la production de connaissances permettra d'améliorer les processus d'élaboration des politiques fondées sur des preuves. Le renforcement des capacités d'analyse des politiques et de gestion économique reste une priorité pour la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique. Nous espérons que tous les partenaires se joindront à nous afin de poursuivre le renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour le développement durable en Afrique.

Professeur Emmanuel Nnadozie

Secrétaire Exécutif

Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

REMERCIEMENTS

Ce Document Hors-série a été préparé sous la supervision du Département Connaissances et apprentissage (K&L), dirigé par son directeur, Thomas Chataghalala Munthali. Au sein du Département, la production de ce Document a été coordonnée par Robert Nantchouang, Expert principal en gestion des connaissances et Barassou Diawara, Expert en gestion des connaissances.

Le document a été produit dans le cadre du Projet des études stratégiques de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF), qui vise à susciter le débat et sensibiliser sur les questions stratégiques ayant une importance capitale pour l'Afrique et son programme de développement. Les thématiques des études stratégiques ont été sélectionnées grâce à un processus de consultations avec les membres du Comité des instituts d'analyse des politiques économiques (PIC) et du Groupe d'études stratégiques (SSG). L'ACBF tient à adresser ses sincères remerciements aux membres des deux réseaux. En outre, la Fondation remercie les membres du SSG pour l'évaluation critique des différents manuscrits.

L'ACBF tient à saluer les efforts et le professionnalisme du chercheur ayant mené l'analyse permettant la production de ce Document. Dr Abbi M. Kedir a joué un rôle de premier plan. La Fondation remercie également toutes les institutions partenaires de l'ACBF, ainsi que les individus pour avoir fourni les données et informations ayant permis la rédaction de cet article. Ce document a aussi bénéficié des commentaires éclairés du Professeur Michael Plummer et du Professeur Timothy Shaw qui ont servi d'évaluateurs externes indépendants. Le Document a également bénéficié des suggestions et commentaires du personnel de l'ACBF.

À propos de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique

La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) est la première institution de l'Afrique chargée du renforcement des capacités. Créée en février 1991, l'ACBF vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour la bonne gouvernance et le développement économique en Afrique. La Fondation a renforcé les capacités des gouvernements, des parlements, de la société civile, du secteur privé et des établissements d'enseignement supérieur dans plus de 45 pays et six communautés économiques régionales. L'ACBF soutient le renforcement des capacités à travers des investissements, l'assistance technique et la production et le partage des connaissances à travers le continent. La vision de l'ACBF est celle d'une Afrique capable de réaliser son propre développement.

À propos du Groupe d'études stratégiques

Le Groupe d'études stratégiques (SSG) est un réseau stratégique mondial de l'ACBF constitué d'experts et de praticiens du développement. Il est composé du Comité des instituts d'analyse des politiques économiques, des partenaires au développement, et des programmes de formation et universités partenaires de l'ACBF. Le Réseau SSG aide l'ACBF à identifier les questions stratégiques qui méritent l'attention de la Fondation et de ses partenaires.

Le Réseau SSG travaille en étroite collaboration avec l'ACBF pour identifier les thématiques de recherche et conseille la Fondation sur les questions stratégiques et pertinentes nécessitant une attention particulière. Le Groupe sert aussi de « Comité d'évaluation » qui propose, examine et évalue les études de haut niveau menées par la Fondation.

Table des matières

AVANT-PROPOS	I
REMERCIEMENTS.....	II
ACRONYMES.....	V
APERÇU GENERAL	VI
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION	1
CONTEXTE.....	1
STRUCTURE DE L'ETUDE.....	3
DEVELOPPEMENT, POTENTIEL ET ROLE DE L'AFRIQUE DANS LES PARTENARIATS MONDIAUX.....	4
DIMENSIONS SOCIALES ET POLITIQUES DE LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE	6
DEFIS DE LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE.....	6
OPPORTUNITES DE CROISSANCE DE L'AFRIQUE	7
PARTENARIATS POUR LE TRANSFERT DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA TECHNOLOGIE, ET POUR FREINER LES FLUX FINANCIERS ILLICITES	10
CHAPITRE 2 : MOTEURS DE LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE.....	12
MODELE A EFFET FIXE	12
SYSTEME D'ESTIMATION PAR LA METHODE DES MOMENTS GENERALISES (GMM) EN PANEL DYNAMIQUE (SYSTEME GMM)	13
DONNEES ECONOMETRIQUES.....	16
CHAPITRE 3 : VIABILITE DE LA CROISSANCE FINANCÉE PAR LA DETTE : DETTE SOVERAINE ET OBLIGATIONS SOVERAINES	21
DETTE EXTERIEURE TOTALE ET NETTE	21
OBLIGATIONS SOVERAINES	22
GESTION MACROECONOMIQUE SAINTE POUR LIMITER LA RUEE RISQUEE VERS L'EMPRUNT	22
CHAPITRE 4 : POURQUOI LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE N'EST-ELLE PAS INCLUSIVE ? QUESTIONS DE CAPACITÉS	25
CHAPITRE 5 : RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION	27
ANNEXE : TEST DE ROBUSTESSE DES ESTIMATIONS ÉCONOMÉTRIQUES.....	29
BIBLIOGRAPHIE.....	33
LISTE DES DOCUMENTS HORS-SERIES DE L'ACBF	38

ACRONYMES

ACBF	Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
FMI	Fonds monétaire international
GMM	Méthode des moments généralisés
IADM	Allègement de la dette multilatérale
IDE	Investissements directs étrangers
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs de développement durable
PAS	Programmes d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTÉ	Initiative des Pays pauvres très endettés
UA	Union africaine

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis d'Amérique.

APERÇU GENERAL

L'histoire économique, sociale et politique de l'Afrique détermine en grande partie son développement économique actuel. Les programmes d'ajustement structurel imposés de l'extérieur et les initiatives de réforme des années 1980 et 1990 n'ont pas réussi à promouvoir la productivité, l'emploi et la réduction de la pauvreté. Depuis 2000, la plupart des pays africains ont enregistré une croissance remarquable, qui a cependant échoué dans la réduction des inégalités. Certains pays africains ont des états développementalistes forts qui organisent des activités économiques et régulent le secteur privé et d'autres acteurs du développement comme les organisations de la société civile. La croissance des économies est soutenue par les grands investissements publics dans les infrastructures et d'autres secteurs qui favorisent la croissance, mais avec une polarisation visible des centres urbains et un endettement croissant.

En dépit de l'expansion encourageante du produit intérieur brut des 15 dernières années, de nombreux pays africains n'ont pas eu de bons résultats dans le domaine du développement humain comme le montrent les rapports récents du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il est donc important de voir dans quelle mesure cette croissance est inclusive et durable compte tenu de sa dépendance à l'égard de la dette. A des fins d'analyse des politiques et de recherche, nous devons examiner les moteurs de la croissance récente de l'Afrique, en reconnaissant la diversité de la qualité institutionnelle du continent, la croissance des revenus, la situation géographique (comme l'accès à la mer ou non), et la dotation en ressources (économies riches en ressources minérales ou pétrolières par rapport à celles qui ne le sont pas).

Utilisant des données longitudinales, cette étude fournit les éléments suivants :

- Une discussion détaillée sur la croissance économique des pays africains focalisée sur les changements économiques, sociaux, structurels et politiques. L'étude souligne l'importance d'utiliser les potentialités du continent (comme les terres arables et une population jeune) pour sa transformation structurelle. L'importance économique et géopolitique croissante de l'Afrique lui permet de tirer le meilleur parti de ses partenariats comme le font de nombreux pays africains pour le développement des infrastructures, le transfert de technologie, le commerce et la réduction des flux financiers illicites. Des défis demeurent pour la croissance de l'Afrique, notamment la baisse de l'aide, le chômage des jeunes, le dysfonctionnement des institutions, l'inégalité des revenus, la mauvaise gouvernance économique, les conditions défavorables des accords commerciaux mondiaux, l'absence de cadres macroéconomiques dans la planification du développement au niveau national, et la hausse de la dette extérieure à partir de sources non concessionnelles.
- Des preuves sur les diverses sources de financement (la dette, l'épargne, les revenus et l'investissement direct étranger) et leurs futures projections basées sur les tendances actuelles. La dette, l'épargne et les recettes fiscales sont d'importantes sources de financement du développement. La dette est essentielle pour la viabilité de la croissance, car la plupart des gouvernements obtiennent des financements non concessionnels pour répondre à leurs besoins de

développement devant la baisse des subventions et l'aide des partenaires au développement traditionnels.

- Des informations sur les déterminants de la croissance substantielle de l'Afrique qui utilisent des données individuelles de 1980 à 2013 pour 52 pays. La croissance passée, le capital humain, l'ouverture commerciale, l'investissement direct étranger, et l'aide au développement ont un énorme impact positif sur la croissance. Les gouvernements africains n'ont pas réussi à tirer le meilleur parti de l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés et l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Le financement de la dette doit être canalisé vers les secteurs qui favorisent la croissance (tels que les infrastructures) pour améliorer la croissance à long terme.
- Des informations sur les principaux besoins en matière de renforcement des capacités qui permettront d'élaborer les politiques de développement et de croissance économique. En Afrique, les capacités institutionnelles doivent être renforcées pour consolider les récentes améliorations de la gouvernance économique dans certains pays. En se concentrant sur les questions de capacité à long terme comme le développement du capital humain, la bureaucratie sera plus efficace et l'acquisition de technologies plus facile. Étant donné le rôle bien connu des états développementalistes, il est important de renforcer les capacités des commissions ou des ministères responsables de la planification du développement afin de les doter des compétences nécessaires pour domestiquer les visions de développement à l'échelle continentale, comme l'Agenda 2063 de l'Union africaine. De même, la capacité locale devrait inclure la capacité des agents de la planification à aligner les objectifs nationaux de développement sur les objectifs au niveau sous-national. Les données sont essentielles pour planifier, suivre et mesurer les progrès. Ainsi, les capacités nécessaires pour la collecte, la compilation, la gestion et l'harmonisation des données devraient être renforcées par les institutions multilatérales comme la Banque africaine de développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et l'ACBF. La question sur les données devrait être coordonnée à tous les niveaux et une priorisation établie parmi les problèmes de capacité.

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

Contexte

Les pays africains ont poursuivi de nombreux modèles de développement économique et de régimes politiques au cours des cinq dernières décennies. Le choix est un processus complexe influencé par l'évolution économique, politique et historique de l'Afrique. Les modèles suivis jusqu'à présent sont les suivants : le modèle à deux secteurs ou le modèle de la main-d'œuvre excédentaire conçu par Arthur Lewis dans les années 1950, la substitution des importations ou l'industrialisation autocentrée des années 1960 attribuées à Prebisch et Singer (utilisée par l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Mali, le Nigeria et la Zambie) et le paradigme de la croissance équitable des années 1970. Il s'agit également du modèle néoclassique du développement des années 1980 et du début des années 1990 à travers les programmes d'ajustement structurel (PAS) conçus par les grandes institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. À cause des PAS, les pays africains ont abandonné la planification du développement des années 1970, qui générait une croissance décente du produit intérieur brut (PIB). Après l'ère des PAS des années 1980 et 1990, caractérisée par la désindustrialisation dans une grande partie de l'Afrique, les pays ont poursuivi la planification économique mixte combinant les initiatives de développement réglementées ou contrôlées par l'État avec l'expansion du secteur privé. De nombreux pays ont maintenant des visions à long terme et des plans de développement de cinq ans, comme le Plan de transformation de la croissance de l'Éthiopie pour 2010-2015 et un deuxième plan pour 2016-2020.

La planification du développement est de plus en plus attractive, si bien que les pays qui ont des plans avec un fort engagement politique ont maintenu leur croissance au cours des 15 dernières années. Au cours des dernières années, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique a été conçu pour éradiquer la pauvreté et aider le continent à s'engager dans les partenariats mondiaux du 21^e siècle. Étant donné que les tentatives précédentes pour transformer les économies africaines n'ont pas produit les résultats escomptés (Ewang 2013), une attention particulière aux données empiriques est nécessaire pour comprendre les facteurs de la croissance de l'Afrique (Jerven 2015). Lorsque les pays sont fragiles et exposés aux chocs (les conflits et les épidémies), la capacité de poursuivre des politiques de croissance est compromise. Cependant, les problèmes de capacité structurelle doivent être examinés pour transformer les économies africaines. Par conséquent, la priorisation de la gouvernance économique et politique, ainsi que le renforcement des capacités des institutions et en collecte et usage de données sont essentiels pour la croissance durable. L'établissement d'un État développementaliste fort avec des initiatives en faveur de la paix et du renforcement des capacités (avec des compétences en gestion et collecte des impôts) ainsi que du genre reste également nécessaire (Jones 2013).

Les études empiriques montrent que la croissance réduit la pauvreté (Dollar et Kraay, 2002). La dernière décennie, de nombreux pays africains ont enregistré des taux de croissance impressionnants, mais la transformation structurelle a été lente. À l'heure actuelle, des slogans et gros titres optimistes tels que « Le réveil de l'Afrique », « Le boom extraordinaire de l'Afrique » et « Le réveil de la classe moyenne » prolifèrent. Selon « Les

perspectives économiques en Afrique » de 2015, la croissance du PIB du continent allait être de 4,5 pour cent en 2015 et de 5 pour cent en 2016, après une expansion limitée en 2013 (3,5 pour cent) et 2014 (3,9 pour cent) (AfDB, OECD et UNDP, 2015). L'édition du « Economist » du 2 mars 2013 décrit le continent comme « l'Afrique en devenir » et « le continent ayant la plus forte croissance du monde », tout comme le rapport de 2010 McKinsey Global Institute qui décrit les économies africaines comme des « lions en mouvement » (Roxburgh et al. 2010). Leur emboitant le pas dans leurs discours publics, les présidents et les fonctionnaires de haut niveau ont mentionné les tendances encourageantes de la croissance de l'Afrique. Le discours de Barack Obama en juillet 2015 devant la Commission de l'Union africaine lors de sa visite en Éthiopie est un cas d'espèce. Les universitaires et les chercheurs travaillant sur les politiques publiques examinent également et discutent sur la durabilité de la croissance de l'Afrique (Anderson et Jensen 2014).

La performance économique historique de l'Afrique doit toutefois être comprise pour identifier ce qui fonctionne dans des contextes différents. La diversité de l'Afrique complique la recherche de modèles de croissance alternatifs, car les trajectoires de croissance hétérogènes doivent être suivies pour les résultats du développement économique et humain optimal dans différents pays (Collier et O'Connell 2007). Une meilleure compréhension des facteurs de croissance de l'Afrique sur la base des données récentes et avec un cadre analytique approprié est essentielle pour proposer des recommandations appropriées.

L'Afrique a connu une tragédie de croissance dans les années 1980 et 1990, le taux de pauvreté le plus élevé et le plus bas indicateur de développement humain dans le monde. L'Afrique a été la région la plus lente en croissance depuis de nombreuses décennies, sauf dans les 10 à 15 dernières années (ECA 2015b). Selon le classement des pays les plus pauvres du monde des Nations Unies, 33 se trouvent en Afrique, 15 en Asie et seulement 1 en Amérique latine. En dépit de l'optimisme croissant sur le continent, 32 des 40 pays au plus bas de l'indice de développement humain des Nations Unies se trouvent en Afrique. En regardant l'indice de développement 2013 ajusté aux inégalités humaines, 24 des 25 plus mauvais résultats sont des pays africains (UNDP 2013). Donc, à partir d'une perspective comparative menée au niveau mondial, le continent a encore un long chemin à parcourir pour améliorer le bien-être de ses habitants.

Un modèle de croissance pour les pays riches en ressources ne peut s'appliquer aux pays pauvres en ressources. De même, un modèle de compétitivité pour les exportations pour les pays côtiers a des implications différentes pour les pays enclavés qui connaissent des coûts commerciaux excessifs. La même logique reste valable pour l'examen de la trajectoire de croissance des sociétés fragiles et non fragiles ou sortant d'un conflit. La grande diversité du continent devrait également se refléter dans celle des conclusions analytiques, prescriptions et modèles de croissance économique proposés (Aryeetey et al. 2012).

Le taux de croissance rapide de la dernière décennie est encourageant. Cette croissance est-elle inclusive et durable (Kedir 2012) ? Certains reconnaissent l'importance de l'investissement public dans les infrastructures, mais cet investissement est souvent financé par des emprunts excessifs, car de nombreux pays africains diversifient leurs

sources de prêts (à partir de sources concessionnelles et non concessionnelles). Il faudrait donc examiner si cette croissance financée par la dette est durable et quels mécanismes devraient être mis en place pour soutenir les trajectoires de croissance encourageantes.

« La croissance en profondeur » est le thème du rapport 2014 sur la transformation africaine, publié par le Centre africain pour la transformation économique (ACET 2014) basé à Accra. Déclarant que l'Afrique a besoin de plus que la croissance, le rapport met l'accent sur les dimensions inclusives et durables de la croissance, qui sont complémentaires et se renforcent mutuellement. Par exemple, le principe de la croissance verte inclusive reconnaît l'importance des impacts environnementaux et des changements climatiques de la croissance pour la planification du développement. Il a pour objectif de répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre ceux des générations futures. De nombreux pays africains, après avoir essayé des modèles de croissance hétérogènes, ont tenté de rendre la croissance inclusive et durable. Presque tous ces pays ont enregistré une croissance rapide au cours de la dernière décennie. Quelques-uns ont assisté à une croissance inclusive en développant des initiatives de protection sociale et de création d'emplois avec des enseignements à exploiter.

L'Afrique peut également apprendre des pays au-delà de ses frontières. Un article intitulé « La croissance du PIB ne remplit pas le panier de la ménagère » montre comment la croissance partagée en Afrique peut être soutenue, en utilisant l'exemple des programmes de protection sociale latino-américains (Norbrook et al. 2014). Cependant, la comparaison de l'Afrique avec l'Asie ou l'Amérique latine est problématique, étant donné les antécédents économiques, politiques, institutionnels et sociaux divergents de ces continents. Cette étude porte sur une discussion approfondie des modèles de croissance économique pertinents adaptés aux diverses réalités et aux caractéristiques uniques de l'Afrique. Elle inclut aussi des chiffres projetés à 2020, en supposant que les tendances actuelles se poursuivent.

Structure de l'étude

Cette étude comporte quatre parties. La première partie se concentre sur la performance de croissance de l'Afrique, en reconnaissant les caractéristiques de chaque région et les modèles de croissance (la géographie, les ressources et les institutions) (Eyong et Foy 2006). En se concentrant sur les changements économiques, sociaux, structurels et politiques, le document explique comment la future trajectoire de l'Afrique sera mieux cartographiée en libérant son potentiel et en exploitant les partenariats actuels et nouveaux. La première partie aborde également les défis qui se posent à l'Afrique et les opportunités de croissance. Par exemple, les partenariats avec les économies émergentes sont en croissance malgré les problèmes de gouvernance persistants (Shaw 2015). Le document fournit des données sur les sources de financement de la croissance (l'épargne, les revenus et l'investissement direct étranger) et leurs projections en supposant les tendances actuelles. Étant donné que certains pays africains ont poursuivi l'investissement public axé sur la croissance avec la dette comme force motrice, les discussions se concentrent sur la question de savoir si la croissance peut être durable lorsqu'elle est soutenue par la dette.

La deuxième partie identifie les déterminants de la croissance substantielle en utilisant un système d'estimation par la méthode des moments généralisés (GMM) en panel

dynamique (système GMM) basé sur des données longitudinales ou de panel de 1980 à 2013. Les principales sources de données pour les pays africains sont les indicateurs du développement dans le monde publiés par la Banque mondiale, le Guide international des risques-pays, et l'évaluation des politiques et des institutions nationales.

La troisième partie se concentre sur la promotion de la croissance. Au cours des dernières années, les pays africains à croissance rapide ont reçu plus de prêts non concessionnels et concessionnels de la part des institutions financières multilatérales comme la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement pour financer l'investissement public et d'autres projets de développement. Les chercheurs et les décideurs se demandent si cette croissance axée sur la dette est durable. Cette étude met en avant des opinions critiques sur la croissance financée par la dette, soutenues par les résultats des estimations présentées dans la deuxième partie.

La quatrième partie aborde le défi de la pauvreté, les leçons et les problèmes de capacité pour une croissance inclusive et durable. La conclusion propose une feuille de route qui conduirait l'Afrique à la croissance durable et inclusive.

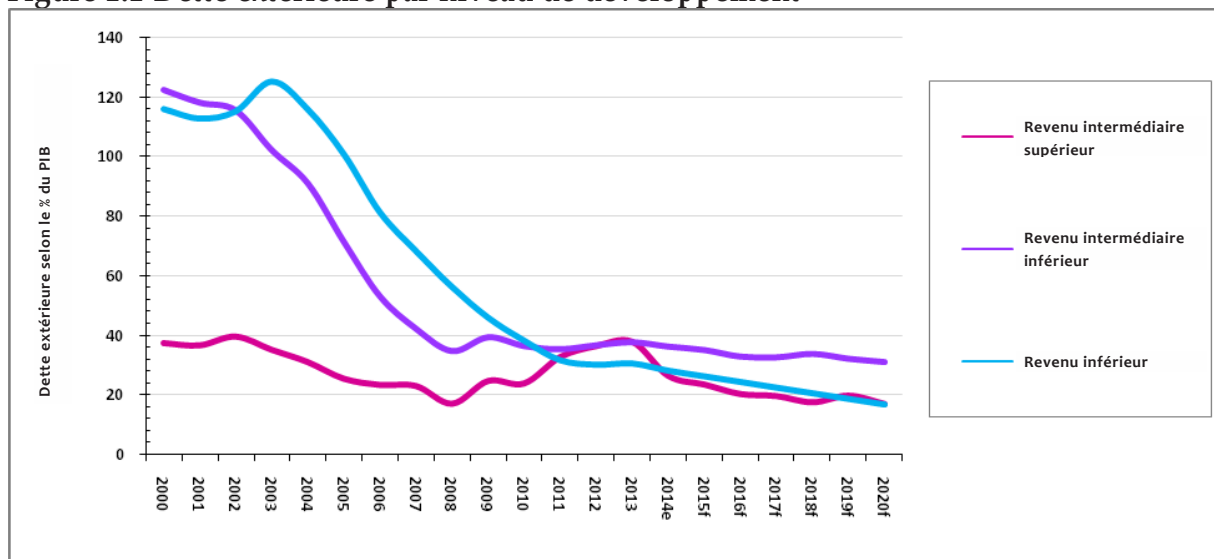
Développement, potentiel et rôle de l'Afrique dans les partenariats mondiaux

Les économies africaines ont connu une croissance d'au moins 5 pour cent au cours des 15 dernières années. La confiance et la preuve de la pérennité de cette croissance sont à la hausse (Andersen et Jensen 2014).

De nombreux pays mettent en œuvre des politiques macroéconomiques saines, améliorent la gouvernance et le milieu des affaires régionaux, et connaissent une plus grande demande mondiale, avec la hausse des prix des produits de base et les progrès de l'intégration régionale (ECA 2015b). La croissance économique consiste à atténuer les contraintes d'infrastructure, à accroître les liens commerciaux et d'investissement avec les économies émergentes et avancées en tirant profit des découvertes récentes de ressources naturelles (comme le gaz et le pétrole) et à renforcer les flux financiers (à travers des envois de fonds, les obligations souveraines, les investissements directs étrangers, etc.) (Bodomo 2013).¹ Cette croissance a pu être réalisée, en partie, par un endettement plus faible. Par exemple, la dette extérieure en pourcentage du PIB est en baisse à cause de l'allègement de la dette, l'expansion des PIB nationaux et le changement de base du PIB conduisant à des économies plus importantes dans au moins 10 pour cent des pays, dont le Ghana, le Kenya, le Nigeria, l'Ouganda et la Zambie. L'endettement est en baisse dans tous les pays, que les données soient désagrégées par niveau de développement ou par région (ECA, 2015d).

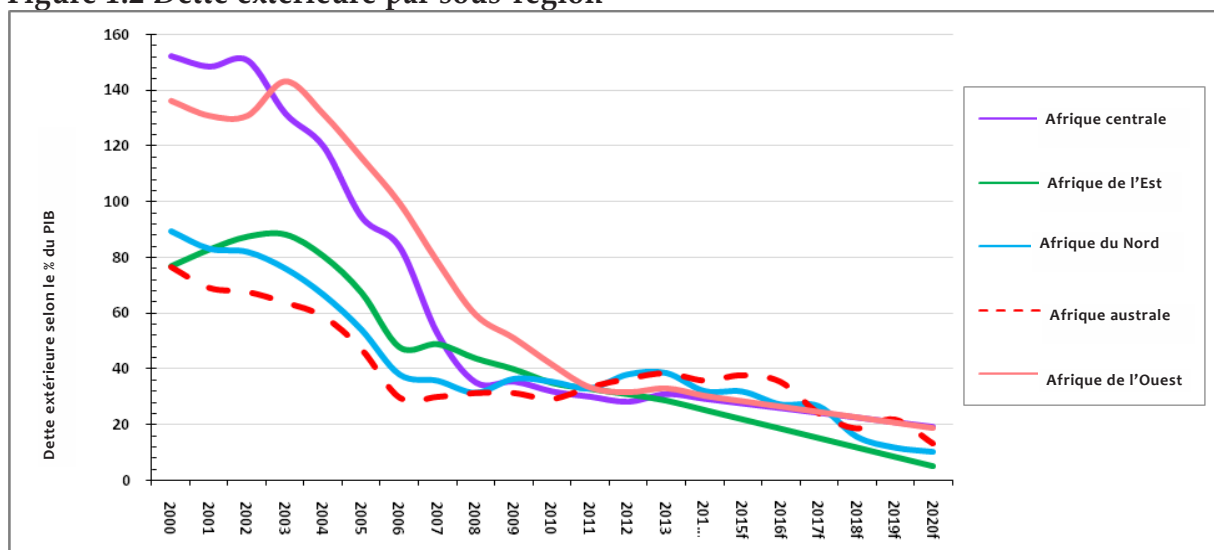
¹ Les envois de fonds sont maintenant plus grands que l'APD. Cependant, les données indiquent qu'ils sont souvent affectés à des postes de dépenses de consommation. Donc aucune donnée ne montre comment ils sont disponibles à des fins de développement à travers l'entrepreneuriat.

Figure 1.1 Dette extérieure par niveau de développement



Source : IMF 2015

Figure 1.2 Dette extérieure par sous-région



Source : IMF 2015

La valeur ajoutée sectorielle des statistiques montre que la participation du secteur moderne (industrie manufacturière et services) dans le PIB de l'Afrique est plus élevée que celle de l'agriculture. Cependant, parce que la grande partie de la population africaine est toujours engagée dans l'agriculture, la productivité agricole doit être mise en exergue pour une croissance inclusive (ECA, 2015b).

Dimensions sociales et politiques de la croissance de l'Afrique

Malgré les difficultés persistantes en termes de mortalité matérielle et inégalité entre hommes et femmes, la dimension sociale a connu des progrès importants. La transformation future de l'Afrique repose sur la capacité du continent à assurer l'enseignement de base obligatoire et inclusif de haute qualité (enseignement primaire), qui produira une main-d'œuvre productive, générera la prospérité économique et conduira à la stabilité sociale. L'engagement des gouvernements dans l'éducation primaire universelle a porté des fruits, et l'enseignement supérieur public et privé connaît une croissance remarquable. Cependant, les niveaux de littéracie et de numéracie ne sont pas aussi impressionnants que prévu, même au niveau primaire. En outre, le manque de financement dans l'enseignement secondaire rend l'accent sur le niveau primaire et tertiaire de l'éducation erronée. Du côté positif, les pays africains ont traité la question de la scolarisation et du déséquilibre entre garçons et filles dans l'enseignement primaire au-delà des autres niveaux d'éducation. Par exemple, le taux d'alphabétisation de l'ensemble de la population des jeunes âgés de 15 à 24 ans s'est amélioré en Afrique grâce à un accès accru à l'éducation primaire pour tous observé depuis 2000 (Kedir 2015).

Sur le plan politique, la gouvernance, la gestion des finances publiques, et la transparence sont en amélioration (Kedir et al. 2015). Les gouvernements ont pris des mesures pour créer l'environnement, les infrastructures et le cadre réglementaire favorables pour orienter les économies sur des trajectoires de croissance rapide. Les différentes visions de développement soulignent l'orientation constante de la croissance des nombreux gouvernements et élites politiques africains. Les conflits armés des années 1970 et 1980 ont entravé la croissance du continent (Durbach et Fettweis 2014). Le dividende de la paix s'est traduit par une forte croissance depuis plus d'une décennie, mais les risques peuvent inverser les progrès dans certains domaines (le Burundi, la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud).

Défis de la croissance de l'Afrique

Des défis demeurent en dépit des changements prometteurs établissant une base pour une solide croissance à l'avenir. Il s'agit notamment de l'énorme déficit en infrastructures, estimé à un montant de 93 milliards de dollars par année, l'insuffisance du développement du capital humain (par exemple dans les domaines de la santé et de l'éducation), et la faiblesse de la base technologique et de la productivité agricole (AfDB 2010). La fuite des capitaux, qui est une des principales menaces pour la croissance de l'Afrique, coûte des milliards de dollars au continent chaque année. Depuis les années 1970, la fuite des capitaux a fait perdre au continent environ 700 milliards de dollars, ce qui fait de l'Afrique un créancier net du reste du monde (Ndikumana et Joyce 2013). Si cet argent avait été investi sur le continent, il aurait permis de relever les principaux défis de développement économique et humain. La lutte contre ce problème est au cœur de la croissance durable pour le continent. Entre autres défis se compte la prestation de service, qui limite les efforts de recouvrement des impôts. Les décideurs et les chercheurs sont conscients de la nécessité de mettre en place des services sociaux équitables (Adedeji, Du, et Opoku-AFARI 2013 ; Manda et Mwakubo 2013). On compte également la gestion inappropriée des ressources naturelles (ACBF 2013), les inégalités, le changement climatique, les fluctuations des prix mondiaux, le chômage des jeunes, la désindustrialisation et les conflits récurrents (comme au Burundi) (ECA 2015b).

L'impact de ces défis sur les performances économiques est aggravé par la lenteur des progrès pour libérer le potentiel de développement du continent. L'Afrique a d'abondantes terres arables, une population de jeunes économiquement actifs, et d'importants gisements de ressources naturelles, comme le révèlent les découvertes au cours des 10 dernières années (Jayne, Chamberlin et Headey 2014). L'Afrique pourrait être la prochaine destination, avec des possibilités économiques sans précédent.

Opportunités de croissance de l'Afrique

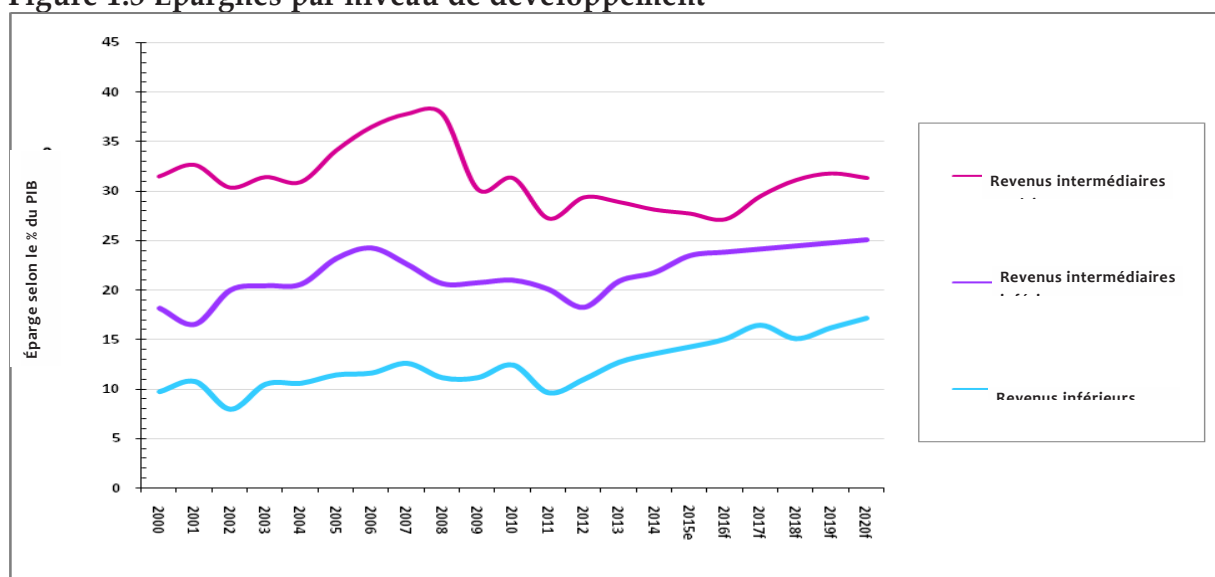
De nombreux domaines peuvent soutenir la croissance de l'Afrique, notamment les ressources naturelles, la mobilisation des ressources nationales (à travers l'épargne et les recettes fiscales) et l'émergence et le renforcement des partenariats commerciaux et d'investissement. Le continent dispose d'abondantes ressources naturelles. Les nouvelles découvertes de gaz et de pétrole font de bonnes perspectives. Un énorme potentiel de marché apparaît au fur et à mesure que les revenus augmentent et que la classe moyenne croît. Les jeunes et les femmes sont une énorme ressource d'initiatives pour le développement de la main-d'œuvre et des projets d'investissement étranger. Une étude de la Banque mondiale présente, preuves à l'appui, le rôle de l'augmentation de la part de la population en âge de travailler, l'accumulation du capital et la productivité de tous les facteurs pour le maintien de la croissance en Afrique – l'Afrique du Nord non incluse (Cho et Tien 2014).

Les partenaires commerciaux de l'Afrique sont en expansion et en diversification. La Chine est le plus important partenaire commercial, suivi des États-Unis (surpassés en 2009) et de l'Union européenne. L'Inde, la Corée du Sud, le Brésil et la Turquie sont d'autres partenaires émergents (African Economic Outlook 2011). Les investisseurs sont attirés par l'Afrique en raison des rendements des investissements plus élevés (ECA 2015b). L'investissement ne se limite pas à l'industrie extractive, avec des partenaires émergents qui travaillent dans des domaines comme les textiles (Turquie) et l'agrobusiness (Brésil). La collaboration pour l'échange de technologies et d'autres initiatives de renforcement des capacités de production peut être créée et exploitée avec des pays qui ont une énorme production de céréales et de l'expérience dans la technologie agricole. Les partenaires de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) élargissent également leur présence. L'amélioration du climat des investissements attire les flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans le continent. Les gouvernements africains réduisent le coût des affaires et révisent régulièrement les lois commerciales et les codes d'investissement. Les liens commerciaux et les IDE faciliteront le transfert de technologie et l'innovation, et ajouteront de la valeur aux produits africains pour l'exportation. Les partenariats mondiaux de l'Afrique jouent un rôle essentiel dans sa croissance future et dans l'inclusion et la durabilité de cette croissance. Le partenariat peut être bilatéral ou multilatéral, et les stratégies d'engagement peuvent varier selon les pays. Par exemple, la Chine travaille au niveau continental avec l'Union africaine et localement avec divers gouvernements sur les infrastructures et d'autres projets de développement. En Afrique, le leadership et l'élite technocratique doivent veiller à ce que les configurations de partenariat globales soient conformes aux priorités nationales de développement.

Les sources internes et externes pour le financement du développement pour la croissance de l'Afrique sont des véhicules essentiels. Premièrement, les partenariats sont

utiles pour augmenter le financement nécessaire pour les objectifs de développement durable (ODD) établis en septembre 2015 grâce à l'aide publique au développement (APD), aux obligations souveraines, aux envois de fonds et aux IDE.² Cependant, la responsabilité principale de garantir le financement du développement repose sur le continent à travers la mobilisation des ressources et des mécanismes de financement innovants (recettes fiscales, épargne, capital privé, fonds de pension, financement mixte, etc.). L'épargne et les recettes fiscales sont en hausse constante et cette tendance devrait se poursuivre (ECA, 2015d). Les projections reflètent ici le consensus croissant selon lequel les pays en développement devraient, eux-mêmes, augmenter le financement de leur propre développement plutôt que de se baser sur les sources extérieures.³ La tendance encourageante en Afrique indique que l'Afrique a le potentiel pour augmenter le financement de son propre développement. L'APD est toujours d'actualité, mais ne devrait jouer qu'un rôle complémentaire, la mobilisation des ressources intérieures étant la priorité.

Figure 1.3 Épargnes par niveau de développement

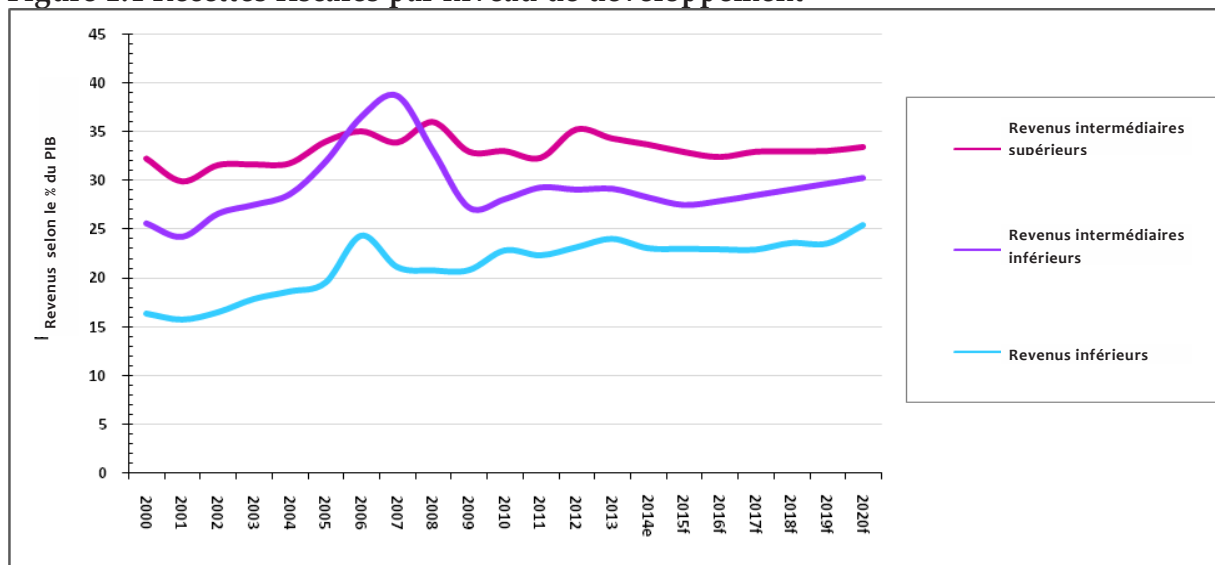


Source : IMF 2015.

² La troisième Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Addis-Abeba en juillet 2015, a examiné en détail les mécanismes et les processus de mobilisation de ressources intérieures et extérieures pour le développement au cours des 15 prochaines années (2016 à 2031).

³ Par exemple, une étude préparée dans le cadre de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement tenue en juillet 2015 met l'accent sur la nécessité de mobiliser les ressources nationales pour financer le programme de développement post-2015 ou les objectifs de développement durable, qui ont été mis au point en septembre 2015 à New York (Sachs et Schmidt-Traub 2014).

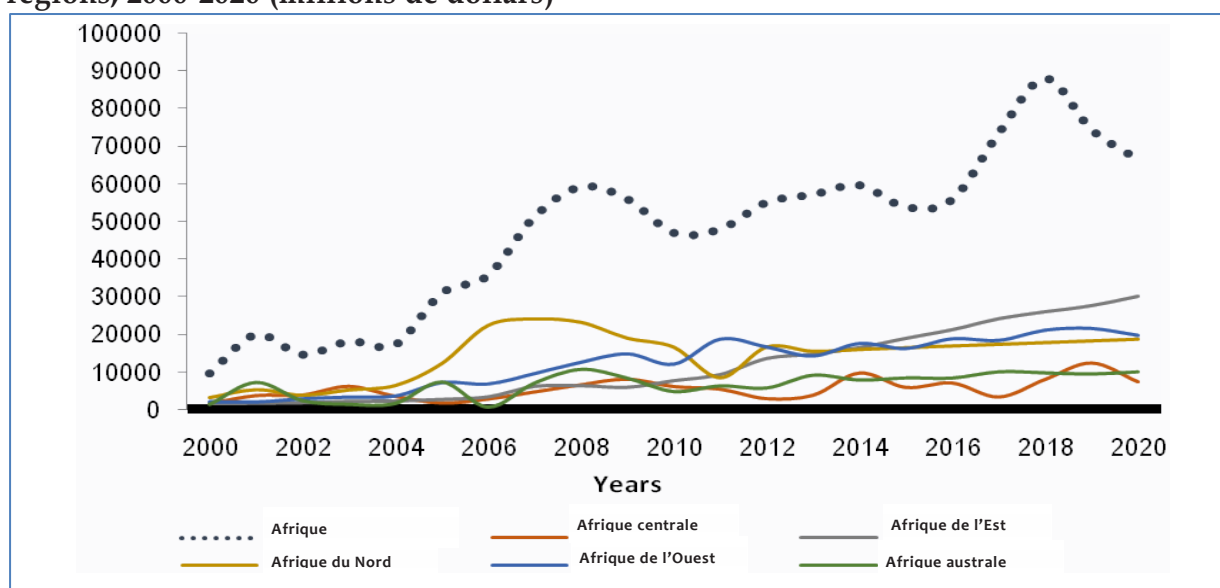
Figure 1.4 Recettes fiscales par niveau de développement



Source : IMF 2015.

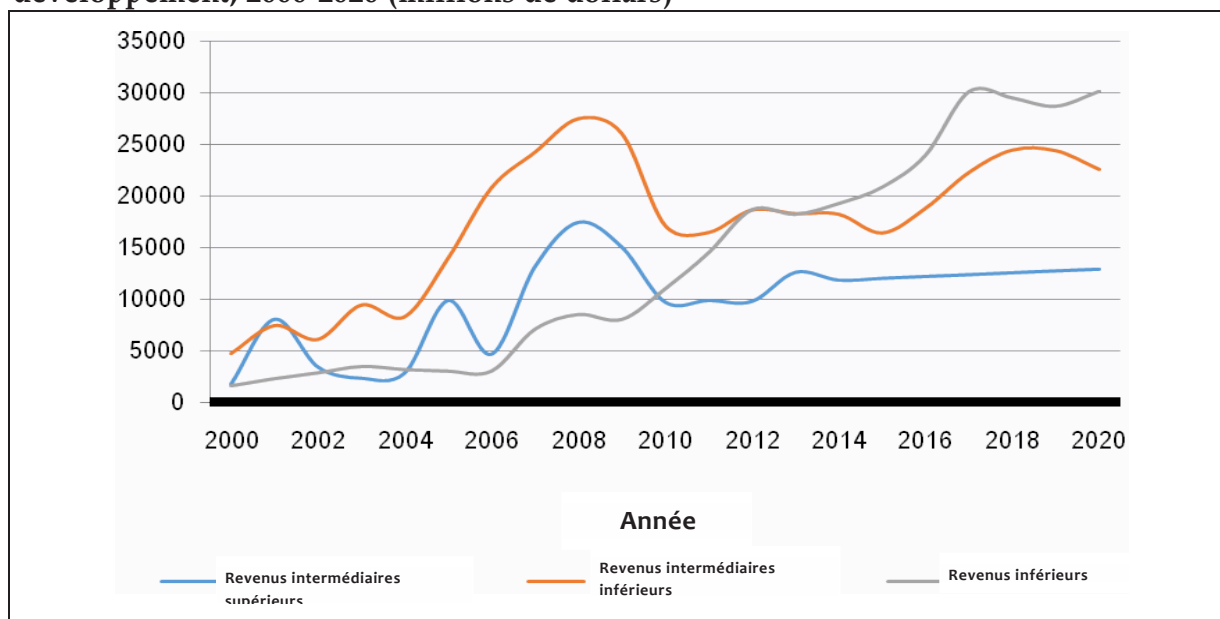
L'Afrique continuera d'attirer des capitaux des partenaires traditionnels et émergents en raison de son environnement des affaires amélioré et la hausse dans le classement des entreprises. Les découvertes minérales et du pétrole à travers le continent attirent aussi des capitaux étrangers. Les IDE sont la plus grande source de financement privé externe, suivi par les envois de fonds. Entre 2014 et 2015, les IDE devraient augmenter de 10 pour cent à 89 milliards de dollars selon les calculs basés sur les données de la CNUCED (ECA, 2015d).

Figure 1.5 Investissements directs étrangers (entrées nettes) en Afrique par sous-régions, 2000-2020 (millions de dollars)



Source: Calculs basés sur l'UNCTADstat.

Figure 1.6 Investissements directs étrangers (entrées nettes) en Afrique par niveau de développement, 2000-2020 (millions de dollars)



Source : Calculs basés sur l'UNCTADstat.

Partenariats pour le transfert de l'infrastructure et de la technologie, et pour freiner les flux financiers illicites

La croissance de l'Afrique ne sera pas durable et inclusive si l'investissement soutient les infrastructures immatérielles, les faibles cadres d'adoption de la technologie, l'insécurité alimentaire et la corruption et la fuite des capitaux endémiques facilitées par les pratiques d'évasion fiscale dans les entreprises multinationales. Les partenariats peuvent contribuer non seulement à augmenter le financement du développement, mais aussi pour fournir une infrastructure régionale ou transfrontalière. Par exemple, au cours de la dernière décennie, les partenariats de l'Afrique, en particulier avec la Chine, ont changé le visage de l'infrastructure du continent avec la construction de routes et de chemins de fer. Cette orientation contraste fortement avec celle des précédents partenariats avec les pays de l'OCDE sur les projets du secteur social comme l'éducation et la santé (Wenping 2013). Les projets de transport régionaux avec des partenaires émergents contribueront à soutenir la croissance en fournissant une base solide pour l'investissement privé. La « East African Standard Gauge Railway » qui relie les villes de quatre pays comme Mombasa, Nairobi, Kampala, Juba et Kigali, en est un exemple. Entre autres projets se comptent le projet de route transsaharienne et le câblage par fibre optique en cours d'exécution d'Alger à Lagos, et le projet de gazoduc du Nigeria à l'Europe en passant par le Niger et l'Algérie (The Africa Report 2014).

Les partenariats peuvent également aider à surmonter les défis collectifs comme les flux financiers illicites estimés à environ 50 à 60 milliards de dollars par an (ECA 2015c). Les flux financiers illicites sont un crime international, d'où la nécessité d'avoir des partenariats internationaux transparents. La rhétorique internationale et, dans certains cas, une répression pratique de l'évasion fiscale par certains pays membres du G20 sont

un pas dans la bonne direction. Les tentatives internationales et régionales pour faire appliquer l'échange de renseignements fiscaux nécessitent des efforts supplémentaires. De nombreux pays africains devraient signer et mettre en œuvre l'Initiative pour la transparence des industries extractives et pour éviter l'octroi d'exonération d'impôt déraisonnable, les paiements de redevances sous-estimés et les offres abusives dans les arguments d'extraction des ressources naturelles. Il est urgent de renforcer les capacités dans ces domaines. Par exemple, de nombreux pays n'ont pas la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour négocier des contrats d'exploitation de ressources naturelles avec des investisseurs potentiels et finissent par avoir un accord défavorable (Ajayi et Ndikumana 2015).

Pour des économies structurellement transformées et le développement durable, les partenariats peuvent se concentrer sur le transfert de technologie. Sur la base des rapports économiques publiés depuis 2013, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique fait valoir que l'Afrique peut s'industrialiser (ECA 2015b). Par exemple, il y a plus d'échanges entre pays africains pour les produits manufacturés qu'avec le reste du monde, avec un potentiel de valeur ajoutée et d'expansion dans le secteur manufacturier. Aucune économie avancée ne peut éviter l'industrialisation. La future trajectoire de la croissance des pays africains devrait se concentrer sur l'industrialisation avec le renforcement des liens en amont et en aval avec les secteurs importants comme l'agriculture. Il est possible d'ajouter de la valeur aux produits en dehors des lignes de production en Afrique. Cependant, sans le transfert de technologie grâce aux partenariats axés sur le développement et la transformation des moyens de production, la chance de rejoindre les chaînes de valeur mondiales sera sérieusement limitée. Ainsi, les liens commerciaux et d'investissement avec les partenaires doivent se concentrer sur l'adoption de technologies favorisant la croissance.

Enfin, les partenariats de l'Afrique doivent contribuer à la résolution des défis redoutables comme la sécurité alimentaire. En Afrique, malgré le changement structurel, le secteur agricole a stagné. Les partenariats peuvent améliorer la productivité agricole à travers l'échange de technologie (comme avec le Brésil).

CHAPITRE 2 : MOTEURS DE LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE

L'Afrique a enregistré une croissance positive depuis plus d'une décennie (Shaw 2015). Cependant, quel est le moteur de cette croissance? Comme il a été indiqué précédemment, la croissance de l'Afrique n'est pas seulement le résultat d'un boom des matières premières. Depuis la seconde moitié de 2014, les prix des matières premières ont chuté sur les marchés internationaux en raison du ralentissement économique mondial et les économies africaines continuent de croître avec un impact marginal sur le PIB. Par exemple, selon les données primaires mensuelles du FMI sur les prix des produits de base, la baisse des prix du pétrole a augmenté le PIB des pays importateurs de pétrole et des pays riches en minéraux de 0,01 pour cent et 0,02 pour cent, respectivement (ECA 2015d). D'autre part, le PIB a chuté de 0,17 pour cent pour les pays exportateurs de pétrole. Ainsi, les facteurs des prix hors produits de base – comme les investissements, les infrastructures, le commerce, une gestion macroéconomique saine, l'amélioration de la gouvernance, la paix et les politiques budgétaires prudentes – sont importants pour la croissance.⁴ Les données économétriques présentées ci-dessous confirment cette conclusion. L'approche empirique utilisée ici adopte les modèles de panel statiques et dynamiques pour vérifier la robustesse des résultats. Tout d'abord, un modèle de base à effets fixes est adapté pour l'analyse statique. Il est suivi par le système GMM proposé par Blundell et Bond (1998).

Le document contribue à la littérature sur la croissance actuelle grâce à ses données complètes, l'accent mis sur le lien entre la croissance et la dette, et son utilisation de des tests de robustesse pour vérifier les résultats. L'analyse porte sur la période 1990-2013 et l'échantillon comprend 52 pays africains. (Une étude récente du FMI concentre sur seulement 42 pays d'Afrique subsaharienne, couvrant 1999-2011 [Ghazanchyan et Stotsky 2013]).

Modèle à effet fixe

Deux approches sont utilisées dans la littérature sur la croissance économique. La première est basée sur la théorie de la convergence et la seconde applique le cadre de la théorie de la croissance pour préciser et estimer les équations de croissance. Cette étude s'inscrit dans la suite de la deuxième approche qui consiste à modéliser les déterminants de la croissance. Les diverses études ont identifié l'investissement (IDE dans Lensink et Morrissey 2006), la formation du capital humain, l'ouverture commerciale et l'environnement politique en tant que principaux déterminants de la croissance. Le présent document contrôle ces variables et met en évidence d'autres variables qui ont souvent manqué, comme la dette publique brute ou la dette extérieure. Le cadre théorique se fonde sur le modèle de croissance de Solow.

⁴ Pourquoi l'Afrique est de moins en moins dépendante des produits de base « The Economist », le 11 janvier 2015

Pour examiner l'effet des facteurs de croissance sur la croissance économique des pays africains, la technique d'estimation à effet fixe est adoptée. L'équation d'estimation est donnée comme suit :

$$Growth_{it} = \alpha + X'_{it}\beta + u_{it} \quad (1)$$

où $Growth_{it}$ est le taux annuel de croissance du PIB du pays i au moment t , et α est le terme constant. X_{it} signifie $1 \times k$ vecteur des variables k comme la dette brute du gouvernement (dette) en pourcentage du PIB, la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB utilisée comme mesure de l'investissement intérieur dans le capital physique, la scolarisation dans le secondaire comme pourcentage de la scolarisation brute (utilisée comme mesure de l'investissement dans l'accumulation du capital humain), les investissements directs étrangers nets (*IDE*), l'Aide publique au développement (*APD*) et les flux des envois de fonds internationaux (transferts de fonds) mesurés en pourcentage du PIB, le taux d'inflation mesuré par le taux de variation de l'indice annuel des prix à la consommation, l'ouverture commerciale mesurée comme la somme des exportations et des importations, et les dépenses de consommation finale des administrations publiques en pourcentage du PIB, la croissance démographique et l'indice de facteur institutionnel, une mesure de la transparence, la reddition des comptes et la corruption dans le classement du secteur public (1 = faible à 6 - élevé). Ici, le terme d'erreur contient des effets fixes (effets invariants pays/temps et effets variables de temps) et les chocs spécifiques. On notera que le terme d'erreur a une structure de composante d'erreur avec une moyenne de zéro et une variance constante.

Système d'estimation par la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique (système GMM)

La spécification statique ci-dessus aboutit à des résultats biaisés à cause de la dépendance vis-à-vis de l'état potentiel de la croissance, qui introduit l'endogénéité. Ce problème se posera lorsque le type classique des moindres carrés ordinaires, les moindres carrés à deux degrés, ou les techniques d'estimation du panel statique (effets fixes ou à effets aléatoires) sont considérés en raison de la nature dynamique de la croissance économique. Le cadre d'estimation préféré doit se pencher sur le problème du biais d'endogénéité potentielle. Le processus d'ajustement de la croissance économique à un changement de facteurs peut dépendre du passage du temps, ce qui nécessite la prise en compte des retards et des valeurs passées de la variable de croissance économique (taux de croissance annuel du PIB).

Tous les problèmes d'estimation dans ce contexte sont classiquement traités en adoptant une technique d'estimation de panel dynamique (de préférence le système GMM) proposé par Blundell et Bond (1998). Le problème de l'endogénéité potentielle est beaucoup plus facile à traiter dans le cadre du système GMM que dans les modèles statiques qui ne permettent pas l'utilisation d'instruments de génération interne de valeurs des variables dépendantes du passé. Un des avantages sous-jacents du système GMM est que les variables de la régression qui ne sont pas corrélées avec le terme d'erreur (notamment les variables décalées et différenciées) peuvent être utilisées comme des instruments valides

(Greene, 2008).⁵ En outre, dans l'ensemble de données longitudinales ou de panel, 52 pays (N) ont été étudiés entre 1990 et 2013, constituant les dernières données officielles sur les variables clés énumérées ci-dessus. Ainsi, il y a plus de pays (N) que d'années (T). De nombreux auteurs soutiennent que le système GMM est spécialement conçu pour une situation où T est inférieur à N, afin de contrôler les tendances du panel dynamique (Bond, 2002). Enfin, le système GMM est plus approprié que l'approche de différence GMM parce que les invariables de temps disparaîtraient si l'approche de différence GMM est utilisée. Cela n'écarte pas les caractéristiques propres à chaque pays qui peuvent expliquer la dynamique de croissance de certaines économies (Bond 2002, Roodman 2006, Baum 2006, Baltagi 2008). En d'autres termes, les variables de différenciation au sein des groupes vont supprimer une variable constante, notamment les effets fixes spécifiques aux pays et à la région. Ainsi, les résultats de l'estimation seront basés sur le système GMM au lieu de l'approche de différence GMM.

L'équation du système GMM à deux degrés est effectuée comme suit :

$$Growth_{it} = \beta Growth_{it-1} + X'_{it} \theta + Z'_{it} \delta + (\mu_i + v_{it}) \quad (2)$$

où $Growth_{it-1}$ est la valeur décalée de la croissance économique (taux de croissance annuel du PIB) et est endogène dans cette spécification. X_{it} est une matrice de variables indépendantes prédéterminées (*formation brute de capital fixe, capital humain, dette, croissance démographique et inflation*) tandis que Z_{it} est un vecteur de variables de contrôle exogènes (*IDE, APD, commerce, envois de fonds, indice de facteur institutionnel*). Dans cette étude, par conséquent, la valeur décalée de la croissance est considérée comme un facteur de régression ainsi que d'autres variables explicatives comme l'accumulation du capital humain, la formation brute de capital fixe, la dette, le taux d'inflation, la croissance démographique annuelle. En outre, les valeurs décalées des variables qui ne sont pas corrélées avec le terme d'erreur sont potentiellement utilisées comme des instruments valides.

L'analyse empirique est basée sur les dernières données de panel annuelles de 52 pays africains entre 1990 et 2013. À l'exception de la dette publique brute, provenant du World Economic Outlook du FMI, les variables sont obtenues à partir de la dernière édition du World Development Indicators de la Banque mondiale.

⁵ Les instruments ne doivent pas être corrélés avec la variable qu'ils font valoir et avec le terme d'erreur de l'équation d'estimation. Ceux-ci sont souvent désignés comme les conditions d'orthogonalité.

Tableau 2.1 Résumé des statistiques descriptives

Variabes	Moyenne	Ecart-type	Min.	Max.	Nombre d'observations
Taux de croissance du PIB réel	4,17	4,23	-15,70	19,20	1 021
Dette publique brute (% du PIB)	61,29	39,96	0	199,8	717
Formation du capital humain	40,38	27,61	5,20	122,20	610
Formation brute de capital fixe (en millions de dollars)	21,38	10,65	2,10	108,60	986
(%) de croissance démographique	2,41	0,99	-7,60	10,30	1 021
Commerce (ouverture)	72,66	35,27	10,70	199,40	1 021
Investissements directs étrangers (entrées en millions de dollars)	3,87	6,57	-8,60	85,40	1 011
Aide publique au développement (% du PIB)	11,17	13,29	-0,30	181,2	969
Envois de fonds	3,90	8,08	0	78,60	822
Dépenses de consommation finale des administrations publiques (en millions)	15,07	6,67	2,10	47,2	975
Inflation (variation annuelle en %)	14,98	49,06	-11,70	948,80	1 021

Le taux de croissance moyen du PIB par habitant pour le continent est supérieur à 4,17 pour cent, avec d'énormes variations dans le temps et par pays (tableau 2.1). Ce chiffre moyen masque l'hétérogénéité des performances de la croissance. Par exemple, le taux de croissance moyen le plus faible au niveau des pays était de -15,7 pour cent au Tchad, alors que la moyenne la plus élevée enregistrée au cours des 24 années couvertes était de 19,2 pour cent pour le Cap-Vert. La dette publique brute en pourcentage du PIB varie de 0 en Algérie et la Libye à 199,8 aux Seychelles. Le Liberia avait reçu le plus grand montant d'aide publique au développement du continent (APD), soit 181,2 pour cent de son PIB. En raison de l'épidémie d'Ebola dans les années 1980, le Gabon avait fait face à des sorties nettes d'IDE de -8.6 pour cent en 1986. Enfin, le taux d'inflation moyen dans la région est de 14,98 pour cent, allant de -11,7 pour cent au Gabon en 1991 à 948,8 pour cent en Angola en 1994.

Données économétriques

Même si le résultat des régressions du modèle de panel statique est indiqué comme référence (Tableau 2.2), l'analyse empirique et les conclusions sont basées sur le système GMM. Selon les résultats de du modèle de référence, la dette publique brute, les dépenses brutes de consommation finale et la dette extérieure sont négativement et significativement associées au taux de croissance économique annuel. Cependant, quand le modèle du panel statique est spécifié en incluant seulement la dette extérieure, l'ouverture commerciale montre un coefficient positif et statistiquement significatif. Ceci coïncide avec l'argument selon lequel le commerce peut être un moteur de la croissance, comme cela est souvent le cas lorsque les politiques commerciales intelligentes sont couplées aux investissements stratégiques sectoriels et de développement (comme la promotion de l'industrialisation par le commerce).

Tableau 2.2 Résultats de l'estimation de l'effet fixe

Variables	(1) Dette totale (dette à partir de sources externes et internes)	(2) Dette extérieure (dette uniquement à partir de sources externes)
Dette publique brute	-0,0228*** (0,00720)	-0,0197*** (0,0071)
Formation du capital humain	-0,0181 (0,0236)	-0,00854 (0,0214)
Formation brute de capital fixe	0,0298 (0,0287)	0,0205 (0,0295)
Investissements directs étrangers	0,0501 (0,0399)	0,0722 (0,0438)
Aide publique au développement	0,0394 (0,0537)	0,00535 (0,0507)
Commerce	0,0105 (0,00963)	0,0213** (0,0103)
Envois de fonds	-0,0167 (0,0472)	-0,0602 (0,0493)
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,145** (0,0592)	-0,225*** (0,0607)
Inflation	-0,0934*** (0,0275)	0,0209 (0,0242)
Croissance démographique	0,0715 (0,119)	0,0680 (0,249)
Constante	7,798*** (2,234)	6,154*** (1,974)
Valeur R au carré	0,27	0,21
Nombre d'observations	391	483
Nombre de pays	52	52

Remarque : Erreurs types entre parenthèses. *** P <0,01, ** p <0,05, * p <0,1

Pour obtenir des estimations de paramètres fiables et prendre en compte la spécification dynamique de l'endogénéité, le document utilise l'estimateur du système GMM de Arellano-Bond. Le tableau 2.3 présente les résultats estimés conjointement avec la corrélation sérielle et quelques tests de spécification. En conséquence, l'ensemble étendu des restrictions de moment n'est pas rejeté par le test de suridentification de Sargan. Dans cette spécification, les restrictions ou les instruments suridentifiants inclus dans la régression pour contrôler l'endogénéité sont valides. AR (1) et AR (2) sont compatibles avec les hypothèses standards.

Le Tableau 2.3, dans sa première colonne, rapporte les résultats estimés lorsque la croissance économique est régressée contre ses valeurs décalées, la dette publique brute, l'accumulation du capital humain et la formation brute de capital fixe (en pourcentage du PIB). Elle exclut les indicateurs de financement du développement ou les flux financiers internationaux (l'investissement étranger direct, l'aide publique au développement, les envois de fonds et l'ouverture commerciale) afin d'éviter la multicollinéarité potentielle entre les variables incluses dans le côté droit de l'équation estimée. Cependant, ces variables sont incluses dans la seconde colonne. Et la dernière colonne comprend des variables clés pour saisir l'influence des situations macro-économiques nationales (comme l'inflation et les dépenses de consommation finale des administrations publiques) et les changements démographiques tels que capturés par le taux de croissance annuel de la population.

Le résultat montre la dépendance de l'État vis-à-vis de la croissance. La croissance en un an a un effet important et positif sur la croissance de l'année suivante. Ce phénomène est robuste à travers les trois spécifications, bien que l'impact de la croissance passée ne doive pas être trop fort dans la dernière colonne (0,101) par rapport à la seconde colonne (0,221).

L'autre résultat robuste concerne la dette publique brute. Dans la littérature macro empirique, la relation entre la dette et la croissance n'est pas clairement définie dans les pays en développement. Le manque de preuves empirique relie ces deux variables pour l'Afrique. Quelle que soit la spécification adoptée, la dette publique brute plus élevée en pourcentage du PIB est associée à un taux de croissance du PIB plus faible dans les pays africains. Plus important encore, le coefficient estimé sur la dette publique brute en pourcentage du PIB est non seulement négatif, mais aussi statistiquement significatif. L'association négative entre la dette publique brute et la croissance du PIB pourrait s'expliquer par le fait qu'un plus grand remboursement du service de la dette (dette particulièrement externe) peut entraver la croissance du PIB en épuisant les ressources publiques qui auraient pu être affectées à des activités favorisant la croissance, comme les infrastructures. L'accumulation du capital humain et de l'investissement dans le capital physique ont un impact positif et statistiquement significatif sur la croissance du PIB, d'où la nécessité de faire des efforts de croissance à l'avenir dans ce domaine. Il est difficile de défendre un développement qui exclut des investissements soutenus dans les infrastructures publiques et le capital humain.

Les IDE, le commerce et l'APD ont un impact positif et significatif sur la croissance du PIB. Cependant, le résultat de l'estimation rapportée dans la deuxième colonne implique

que la croissance du PIB est affectée par les envois de fonds, alors que le commerce a un effet négligeable. Ceci est cohérent avec la microevidence selon laquelle la probabilité que les bénéficiaires de ces envois de fonds s'engagent dans des activités d'entreprise est négative. À moins que les envois de fonds puissent être acheminés vers une utilisation productive, leur impact sur le développement et la croissance pourrait ne pas apporter le résultat souhaité. Ainsi, dans le discours du développement, les envois de fonds comme source essentielle de financement du développement ne devraient pas être idéalisés pour leur impact sur le développement potentiel. L'utilisation des obligations de la diaspora par le gouvernement éthiopien pour la construction de sa centrale hydroélectrique, le Grand Barrage de la Renaissance, est un moyen novateur de mobilisation des recettes liées aux envois de fonds à des fins de développement.

Les sources externes de financement du développement comme les IDE et l'APD sont des facteurs positifs importants de la croissance de l'Afrique. Donc, même si la mobilisation des ressources nationales et des sources novatrices de financement est importante pour le financement du programme de développement post-2015 ou les ODD jusqu'en 2030, les flux financiers extérieurs doivent être entretenus et utilisés en tant que mécanismes de financement complémentaires.

La dernière colonne du tableau 2.3 comprend les dépenses de consommation finale des administrations publiques, la croissance démographique et le taux d'inflation (mesurée en variation annuelle dans l'indice des prix de consommation). Comme prévu, l'inflation et les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont un impact négatif et statistiquement significatif sur la croissance du PIB en Afrique. Leurs effets négatifs peuvent refléter les dépenses publiques qui entravent la croissance ou qui sont improductives.

La variable de la dette est un des facteurs déterminants de la croissance, qui s'est avérée statistiquement significative dans diverses spécifications. La dette brute et externe est liée à la croissance. Du point de vue technique, pour vérifier la robustesse des résultats rapportés dans le tableau 2.3, les régressions ont été exécutées en désagrégant la variable brute de la dette publique entre la dette intérieure et la dette extérieure. En outre, il était important de comprendre les moteurs de la croissance en divisant la période dans les régimes politiques distincts qui ont été suivis par les pays africains. Par exemple, au lieu de considérer la période 1990-2013 comme un seul bloc, elle peut être divisée en 2 périodes, notamment 1990-2001 et 2002-2013 dans la mesure où l'Afrique a enregistré une croissance impressionnante depuis 2002. Les résultats des contrôles de robustesse sont présentés en annexe dans les tableaux A.1 à A.4.

Tableau 2.3 Estimation du système GMM pour le panel dynamique à 2 étapes (1990-2013)

Variables	(1) Croissance	(2) Croissance	(3) Croissance
Croissance retardée	0,261*** (0,0117)	0,221*** (0,0149)	0,101*** (0,0143)
Dette publique brute	-0,0108*** (0,000656)	-0,0237*** (0,00276)	-0,00953*** (0,00254)
Formation du capital humain	0,0174*** (0,00162)	0,0313*** (0,00651)	0,0290*** (0,00457)
Formation brute de capital fixe	0,127*** (0,00518)	0,0542*** (0,0116)	0,0182*** (0,00539)
Investissements directs étrangers		0,116*** (0,0235)	0,0171 (0,0117)
Aide publique au développement		0,150*** (0,0133)	0,0677*** (0,0129)
Commerce		0,00261 (0,00221)	0,00221 (0,00220)
Envois de fonds		-0,0288*** (0,00950)	0,0236*** (0,00862)
Dépenses de consommation finale des administrations publiques			-0,0297** (0,0121)
Inflation			-0,00788* (0,00442)
Croissance démographique			1,112*** (0,0887)
Valeur p du test de Sargan	0,46	0,66	0,58
Valeur p du test AR (1)	0,004	0,02	0,02
Valeur p du test AR (2)	0,31	0,18	0,23
Nombre d'instruments	87	67	73
Nombre d'observations	446	413	386
Nombre de pays	52	52	52

Remarque : Erreurs types entre parenthèses. *** P <0,01, ** p <0,05, * p <0,1

Il n'y a pas de consensus sur la liste définitive des déterminants en raison des particularités de la croissance de chaque pays. Cependant, l'investissement, la formation du capital humain, la dette et l'APD sont des facteurs pertinents et significatifs de la croissance de l'Afrique (Jaunky 2013, Mijiyawa 2013, IMF 2012, Ghazanchyan et Stotsky 2013).

La dette (intérieure et extérieure) a été l'une des sources de financement du développement clé pour la croissance de l'Afrique. La section suivante examinera la question de la viabilité liée au financement de la dette pour la croissance de l'Afrique. Au cours de la dernière décennie, l'APD a diminué et l'on reconnaît de plus en plus que les gouvernements africains ne peuvent plus y compter pour la transformation de leurs économies. En posant des actions agressives pour mobiliser des ressources internes grâce à la mobilisation et l'amélioration de l'administration fiscale des économies, ils accèdent

aux financements concessionnels et non concessionnels (par l'émission d'obligations souveraines sur les marchés financiers) afin de lever les fonds nécessaires pour les infrastructures diverses - et les investissements orientés vers le développement dans lesquels ils sont engagés. En raison des conditions défavorables auxquelles les pays sont confrontés sur le marché de la dette privée, les chefs d'État, lors du Sommet de l'Union africaine de janvier 2015, ont exprimé leur inquiétude devant la réduction potentielle de la dette qui entrave la croissance économique.

CHAPITRE 3 : VIABILITE DE LA CROISSANCE FINANÇÉE PAR LA DETTE : DETTE SOUVERAINE ET OBLIGATIONS SOUVERAINES

La dette peut être un lourd fardeau et le service de la dette limite l'espace fiscal. En raison des tensions dans de nombreux pays africains causés par la crise de la dette des années 1970 et 1980, des accords internationaux ont été mis en place et des initiatives d'allègement de la dette entreprises. L'allègement de la dette a aidé de nombreux pays à soutenir leur croissance positive. Selon les statistiques mises à jour sur l'Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'allègement de la dette multilatérale (IADM) de décembre 2014, seuls les pays africains n'en ont pas encore bénéficié – économies caractérisées par la faiblesse de la gestion macroéconomique, les arriérés de la dette et l'instabilité politique.⁶ Un grand volume de financement du développement, notamment les emprunts extérieurs, est nécessaire pour la transformation structurelle de l'Afrique. Elle est soutenue par les investissements, les infrastructures, l'industrialisation, le développement des compétences, les systèmes de santé résilients, l'amélioration de la productivité agricole et une meilleure intégration régionale. La gestion responsable et transparente des finances publiques doit être en place pour s'assurer que le financement de la dette extérieure soit alloué à des projets de développement avec des retombées sociales et économiques à long terme.

Une autre tendance importante veut que les gouvernements africains émettent des obligations souveraines. Cette tendance est à la hausse, car les sources de prêts concessionnels se font rares. Cependant, le fait d'émettre des obligations garantit-il une croissance durable ?

Dettes extérieures totales et nettes

La dette extérieure totale en pourcentage du PIB est en baisse en Afrique. Il y a eu une forte baisse depuis le consensus de Monterrey, en particulier de 2002 à 2008, tirée par l'allègement de la dette, la croissance soutenue du PIB et l'expansion économique induite par le changement de base du PIB. Il y a également eu une croissance soutenue du PIB correspondante depuis 2000. Cependant, une étude récente sur 52 pays montre l'association négative entre la dette totale et la croissance en Afrique, d'où la nécessité d'utiliser des fonds prêtables pour des projets favorisant la croissance (Kedir et al. 2015, Ncube et Brixiova 2014).

La dette extérieure nette pour l'Afrique est faible en raison des fortes réserves internationales des pays exportateurs de pétrole, ce qui peut rapidement se rétrécir au vu de la baisse des prix du pétrole. En dépit de la tendance à la baisse de la dette extérieure totale, la part de la dette extérieure nette dans certains pays n'est pas négligeable. Les pays riches en minéraux et les pays importateurs de pétrole ont une dette extérieure nette positive, et la moyenne cache des cas extrêmes comme le Cap-Vert (59 pour cent du PIB), le Ghana (28 pour cent du PIB), le Soudan (55 pour cent du PIB), la Mauritanie (52 pour

⁶ Les pays qui requièrent une attention urgente sont l'Érythrée, la Somalie, le Soudan le Tchad, et le Zimbabwe.

cent du PIB), le Mozambique (28 pour cent du PIB), São Tomé et Príncipe (117 pour cent du PIB), le Sénégal (25 pour cent du PIB), les Seychelles (90 pour cent du PIB), la Tunisie (50 pour cent du PIB) et le Zimbabwe (338 pour cent du PIB) (ECA 2015b).

Obligations souveraines

La dynamique de croissance tirée par l'investissement public en Afrique aiguise l'appétit de la dette souveraine. Ainsi, les économies à croissance rapide comme l'Éthiopie s'orientent vers les prêts basés sur le marché, en plus des prêts concessionnels. Les agences internationales de crédit (comme Moody), mues par leur optimisme, ont permis aux pays d'emprunter auprès de sources plus risquées. Entre autres pays qui émettent les Eurobonds, l'on peut compter l'Afrique du Sud, le Gabon, le Ghana, la Côte-d'Ivoire, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, la République du Congo, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Tanzanie et la Zambie. Selon Sy (2015), 14 pays ont émis des obligations internationales, jusqu'à au moins 15 milliards de dollars. Le problème de la dette sera exacerbé dans les pays qui appliquent une faible discipline budgétaire et ceux qui ont des prêts excessifs et font peu d'efforts pour rembourser. Devant l'effort mondial pour gérer le surendettement, les gouvernements africains devraient se montrer plus responsables. Le fardeau de la dette et la situation macroéconomique des pays faisant face à des chocs comme les épidémies et les conflits (la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone et le Soudan du Sud) les rendent vulnérables aux chocs extérieurs comme les baisses récentes brutales des prix des produits de base. Les fondamentaux macroéconomiques comme la volatilité des termes de l'échange affectent sensiblement la propagation de la dette souveraine (Hilscher et Nosbusch 2010). Ainsi, il est essentiel de mettre en place un cadre global pour la restructuration de la dette souveraine. À l'échelle mondiale, il existe des blocages juridiques et politiques énormes à éliminer. Les dispositions actuelles sont entraînées par les lois dans les économies avancées comme les États-Unis, dont les tribunaux se prononcent souvent en faveur des « fonds vautours ». Par conséquent, les accords internationaux pour prévenir une potentielle crise de la dette devraient chercher à résoudre ces impasses dans l'architecture financière internationale.

Au cours du vingt-quatrième sommet de l'Union Africaine de janvier 2015, les leaders africains ont indiqué que les pertes de la dette souveraine africaine peuvent atteindre 10,8 milliards de dollars, 1,1 pour cent du PIB de la région (ODI 2015a, 2015b). Les dettes souveraines sont des options plus risquées pour l'investissement, même si elles ont de meilleures conditions que les prêts concessionnels. Le FMI a proposé un mécanisme de restructuration de la dette souveraine il y a plus d'une décennie, mais aucun accord international n'a été signé à ce jour. Il existe un consensus selon lequel les règles actuelles sont trop en faveur des créanciers. Cependant, un Accord international qui donne trop d'avantages à l'emprunteur pourrait ne pas être la voie à suivre. L'Accord global devrait trouver le juste équilibre (ECA 2015b).

Gestion macroéconomique saine pour limiter la ruée risquée vers l'emprunt

Les avoirs nets étrangers détenus sous forme de dette dépendent de divers facteurs comme le niveau de développement du pays, les perspectives d'avenir et la capacité d'absorption. La dette insoutenable pourrait également résulter d'une mauvaise gestion macroéconomique et un dysfonctionnement économique structurels. Si un pays qui connaît un boom des matières premières est prudent, il suivra une politique budgétaire contre-cyclique en accumulant les revenus autorisés par le boom. En outre, il va les

utiliser lorsque les temps sont durs (par exemple, lorsque les prix du pétrole baissent). Les pays qui n'ont pas réussi à le faire demandent souvent le renflouement d'un prêteur majeur (comme le FMI) avec des conditions comme la consolidation budgétaire par la réduction du secteur public. Un tel prêt concédé par un prêteur majeur peut encourager les prêteurs privés à fournir des prêts en raison d'une hausse de la confiance des investisseurs déclenchée par la volonté d'un prêteur majeur comme le FMI à offrir un plan de sauvetage. Cela augmente le potentiel futur d'endettement du pays. Si de nombreuses économies ne parviennent pas à avoir une gestion macroéconomique saine, le cercle vicieux du surendettement pourrait provoquer la défaillance du système, dans la mesure où la mauvaise discipline amplifie l'impact des chocs exogènes. Le cycle des prix des produits de base en 2014 illustre cette réalité.

Étant donné que certains pays africains ne parviennent pas à suivre une politique budgétaire anticyclique ou la gestion de la demande (par exemple par des fonds de stabilisation des produits de base), ils font face à la dépréciation monétaire, à de faibles réserves de change, en plus de la demande de prêts. Les pays pauvres en ressources, qui n'ont pas la possibilité de faire des épargnes suite à une hausse des prix des produits de base, comptent plus sur l'emprunt souverain. Ainsi, la viabilité de la dette est cruciale pour leur situation financière. Un regard global plus approfondi sur la gestion macroéconomique dans les pays de l'Afrique est essentiel pour la viabilité de la dette. Il est important de souligner que le continent connaît un changement structurel avec un engagement croissant en faveur de la transformation de son paysage économique et social (Nissanke 2013).

En outre, les perspectives optimistes des agences de notation et le changement de base pour un recalcul du PIB renforcent le besoin pour les emprunts risqués. Par exemple, l'Éthiopie et le Ghana ont reçu la note de B1 attribuée par Moody, qui renforce la confiance des investisseurs. Récemment, ces deux pays ont émis des obligations souveraines d'un montant de 1 milliard de dollars. Le Ghana, par exemple, a pu mobiliser les fonds requis avant le dernier trimestre de 2014. En février 2015, le FMI a accepté de prêter au Ghana 933 millions de dollars, ce qui a ainsi renforcé la confiance des investisseurs (Dzawu 2015). Cela pourrait également susciter davantage d'emprunts auprès d'autres sources, comme l'émission d'obligations, ce qui pourrait aggraver la situation de la dette. Les ratios d'endettement (par rapport au PIB) diminuent car plusieurs pays ont effectué un changement de base de leurs économies, ce qui pourrait atténuer les questions de viabilité.

Les recommandations qui suivent présentent ce que l'Afrique devrait faire et ce que les partenaires de développement pourraient faire en ce qui concerne la dette extérieure. Les suggestions sont basées sur une analyse de la dette extérieure depuis 2000 et sur une analyse empirique préliminaire de l'association entre la dette totale et la croissance.

- La dette extérieure (concessionnelle et non concessionnelle) peut être une importante source de financement pour le développement, mais elle ne peut être utile que si l'Afrique utilise le financement de la dette pour des projets favorisant la croissance économique. Par exemple, les données économétriques montrent l'association négative entre la dette publique brute (la somme de la dette intérieure et extérieure) et la croissance de l'Afrique sur la période 1990-2013 (voir annexe).

- La mise en œuvre des mesures fiscales anticycliques pendant la hausse des prix des matières premières et la constitution de réserves de change restent essentiels pour éviter une future crise de la dette.
- Depuis Monterrey, la dette extérieure totale a diminué en pourcentage du PIB, offrant plus d'opportunités d'accès à divers prêts et assurant la viabilité de la dette (figure 1.1). Cependant, la dette extérieure nette engendrée par des extrêmes observés dans certains pays africains met en évidence la nécessité d'être prudent.
- La plupart des pays africains ont bénéficié d'initiatives telles que l'Initiative PPTE et l'IADM, rendues possibles par des politiques pertinentes menées par les bénéficiaires. Ainsi, la poursuite d'une gestion macroéconomique saine en plus de la croissance soutenue rendra la dette viable.
- Les pays africains peuvent s'engager davantage dans le partenariat Sud-Sud, en plus des prêteurs bilatéraux et multilatéraux traditionnels.
- Pour éviter l'impact néfaste du surendettement potentiel, les pays peuvent recourir à des obligations de croissance, dont ils ont besoin pour respecter les conditions de remboursement seulement s'ils enregistrent une croissance. De même, les gouvernements devraient être transparents et permettre que soient effectués des audits indépendants de la dette afin d'éviter l'utilisation inappropriée des fonds.
- En raison de leur croissance économique soutenue pendant plus d'une décennie, les gouvernements africains ont accès à de nouvelles formes de fonds prêtables comme les obligations souveraines. Les gouvernements africains doivent concilier les émissions d'obligations à long terme en monnaies locales et étrangères afin de réduire leur exposition aux risques de volatilité des devises. Cela devrait également être le cas pour les autres formes de dette – répartie entre ou parmi diverses monnaies.
- Conformément au Consensus de Monterrey, les créanciers, qui sont souvent les pays avancés, peuvent partager la responsabilité avec le débiteur souverain pour résoudre des crises potentielles de la dette à l'avenir. Cela peut se faire grâce à l'évaluation de la solvabilité avant le prêt et l'allègement de la dette en cas de détresse extrême.
- Il devrait y avoir un suivi sur la base de la récente résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/RES/69/247) comme priorité pour établir un cadre juridique multilatéral pour la restructuration de la dette souveraine. Cela garantit la stabilité de l'architecture financière internationale. Les autres mécanismes internationaux de crise de la dette qui ne sont pas mis en place devraient également être poursuivis.
- Sur la base de l'expérience vécue après Monterrey, il est à craindre que le potentiel futur allègement de la dette puisse conduire à la réduction de l'APD. Il ne faudrait pas ignorer cet aspect dans le prochain cycle de dialogues avec les partenaires au développement.

CHAPITRE 4 : POURQUOI LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE N'EST-ELLE PAS INCLUSIVE ? QUESTIONS DE CAPACITÉS

La croissance économique des pays africains ne réduit pas la pauvreté. Que doit donc faire l'Afrique pour lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le cadre des ODD ? L'une des questions qui se posent est de savoir comment mesurer la pauvreté. Par exemple, par rapport aux estimations conventionnelles de la pauvreté basées sur la théorie de l'utilité espérée, un aperçu de la théorie des perspectives révèle un degré d'association différent entre la croissance du PIB et la réduction de la pauvreté (Jäntti et al. 2014).

Le problème de la mesure émane de la faible capacité statistique des gouvernements africains (Jerven 2009). Par exemple, lorsque le Ghana a corrigé les méthodes utilisées pour calculer son PIB, le chiffre a augmenté de 70 pour cent. Cela affecte la précision du débat sur la traduction des chiffres de croissance du PIB dans la réduction de la pauvreté. Comme Fields (2012) l'explique, la mesure de la pauvreté et les anomalies dans les données sont au cœur du débat sur le lien entre la croissance et la pauvreté, et il est nécessaire de vérifier la validité des données pour renforcer la confiance dans la traduction de la croissance dans la réduction de la pauvreté. Les autres canaux possibles pour expliquer le lien entre la croissance et la pauvreté sont l'inflation, l'inégalité, le fort taux de fécondité, la mauvaise gestion des ressources, la libéralisation du commerce, les faibles capacités statistiques, et la résiliation lorsqu'il y a des mouvements de ménages dans les deux sens de la ligne de pauvreté (Jerven 2013). La discussion sur les canaux de transmission est d'une importance capitale, car elle permet de savoir si la croissance se traduit par une réduction de la pauvreté et une amélioration du bien-être.

La redistribution à travers des programmes de protection sociale (dispositif de protection) est une mesure à court terme pour partager les fruits de la croissance et peut être insoutenable. Les marchés du travail sont importants pour promouvoir la croissance partagée. Le travail est le facteur de production le plus sûr et une source de revenus pour les pauvres. Une étude conduite pendant dix ans en Éthiopie utilisant des données de panel des ménages a montré l'importance de l'auto-emploi et du secteur informel, le nombre d'adultes qui travaillent, les envois de fonds, les actifs et les inégalités en matière de réduction de la pauvreté (Kedir, Alemu et Endale 2011). Le secteur informel absorbe une grande partie de la main-d'œuvre en Afrique, mais ne possède pas de capitaux privés (Aryeetey, 1998).

Diverses politiques ont été essayées pour rendre la croissance inclusive et durable. La protection sociale et d'autres mesures de redistribution sont importantes, mais leur efficacité et leur durabilité restent un énorme problème pour de nombreux pays. La planification du développement occupe le devant de la scène dans la transformation structurelle des économies, car de nombreux pays ont élaboré des stratégies ou des visions de développement et de croissance différents qui s'étendent sur 20 ou 30 ans. Les leçons de la planification du développement en Afrique, en Asie et en Amérique latine depuis les années 1960 montrent que le marché seul ne peut pas résoudre les problèmes

de développement. La planification doit être consultative pour rendre le développement inclusif. La consultation devrait se faire à tous les niveaux (national et local) et englober tous les groupes sociaux (enfants, jeunes, femmes, personnes âgées et personnes handicapées) et tous les secteurs (société civile, secteur privé et public, comme c'est le cas à l'Île Maurice). L'Afrique a différentes visions à long terme, énoncées dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, dont les initiatives doivent être domestiquées au niveau national. La consultation et la coordination jouent un rôle essentiel au niveau national. Les plans de développement doivent être ancrés sur les cadres macro-économiques adaptés aux contextes hétérogènes sans imposer un cadre macro emprunté ou imposé à partir d'autres contextes. Pour une planification effective du développement transformative, l'importance de renforcer les capacités des individus et des institutions a été soulignée (Acemoglu et Robinson 2012). La planification orientée vers le développement doit être laissée entre les mains des dirigeants des États développementaux et être complétée en épousant une croissance rapide avec les principes du développement durable ou de la croissance verte (Nnadozie, Jérôme, et Keita 2012). Le renforcement des capacités des institutions inclusives est lent et exige un démantèlement progressif des institutions économiques et politiques qui entravent les progrès.

La planification du développement inclusif ne peut pas fonctionner dans le vide et la gestion des données y joue un rôle crucial. Il est donc nécessaire d'aller au-delà de la conception d'un bon plan de développement, car la mise en œuvre et le suivi utilisant différents cadres de suivi et d'évaluation sont essentiels. Pour ce faire, divers pays ont tenté de mettre en œuvre des cadres de dépenses à moyen terme en fonction des ressources avec les plans et le suivi des dépenses. Ceux-ci exigent des informations de qualité et de nombreux pays d'Afrique manquent des données fiables pour les exercices de suivi et d'évaluation et de cadres de dépenses à moyen terme. Ainsi, les efforts d'harmonisation des données de la Banque africaine de développement et du Centre africain pour la statistique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique devraient être complétés par des données régulières sur les initiatives de renforcement des capacités comme les indicateurs sur les capacités en Afrique de l'ACBF, qui aident à souligner les déficits en matière de capacités. Si ces sérieux problèmes de capacité en termes de données ne sont pas résolus, il serait difficile de déterminer des normes de croissance de suivre les progrès. Ce problème de capacité ne se limite pas aux données. Il est également nécessaire de bien doter les bureaux de statistiques, construire les infrastructures de données nécessaires et mettre en place des mécanismes d'harmonisation et de partage des données internationalement acceptés.

CHAPITRE 5 : RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION

Sur la base d'un ensemble complet de données provenant de nombreux pays africains, le présent document a montré les facteurs importants de la croissance de l'Afrique et insisté sur l'importance de l'utilisation prudente des fonds empruntés à partir des sources publiques et privées pour la viabilité de la croissance. En préconisant le développement inclusif et durable dans la plupart des discussions sur le développement du monde entier, la plupart des chercheurs et des décideurs se concentrent (du moins dans les négociations sur les ODD) sur l'inégalité, parce qu'il est avéré que les tendances actuelles de croissance peuvent réduire la pauvreté tout en négligeant l'équité. L'accent mis sur l'inégalité est un recours au paradigme de la croissance équitable des années 1970. Les gouvernements africains ont maintenant plus d'influence sur leurs propres politiques qu'auparavant en raison des pressions croissantes, notamment un effort concerté par les Africains pour assurer qu'ils ont l'espace politique requis pour tracer l'avenir de leur développement sans interventions extérieures excessives et sans tomber dans la crise de la dette (tenant compte de la baisse de l'APD). A la suite de la grande récession de 2007-2008, l'économie ne peut être laissée à la bonne volonté du marché. Une économie de marché menée et réglementée par l'État semble mieux fonctionner (comme la Chine et l'Éthiopie). Par exemple, en Île Maurice, l'industrialisation a été développée grâce à une collaboration à long terme entre l'État et le secteur privé, avec un accent particulier sur l'importance des partenariats entre les secteurs et les pays pour la durabilité de la croissance sectorielle et nationale.

La croissance économique future en Afrique devrait reconnaître le rôle complémentaire et essentiel de l'État dans l'économie et inclure les éléments suivants :

- Allouer le financement de la dette aux activités qui peuvent favoriser la croissance, car l'expérience montre que jusqu'à présent, la dette a été préjudiciable à la croissance. Il est nécessaire de concentrer ce type de financement de la dette sur la construction de nouvelles infrastructures comme les centrales électriques, les routes, les chemins de fer, les télécommunications, l'éducation et la santé, et la réparation de des infrastructures existantes.
- Développer des liens d'investissements dans les domaines qui favorisent la croissance, avec des conditions équitables pour l'Afrique (avec un examen attentif des exonérations fiscales) et sans disloquer les investissements des investisseurs locaux dans les petites et moyennes entreprises.
- Exploiter les ressources humaines, naturelles et physiques qui ne le sont pas encore. Par exemple, le continent dispose d'une grande population jeune entre 15 et 24 ans se chiffrant à 200 millions et qui devrait atteindre 400 millions en 2045. Il est également doté de ressources naturelles nouvellement découvertes et de vastes terres arables sous-utilisées.
- Saisir les opportunités de transfert de technologie d'ailleurs et l'adapter aux conditions de l'Afrique. Avec la présence de vastes terres arables en Afrique, les technologies agricoles actuelles peuvent être exploitées pour améliorer l'irrigation et la productivité agricole, ce qui conduira à la création d'emplois et à la sécurité alimentaire. Le renforcement des capacités pour améliorer la productivité agricole et la diversification est essentiel pour arrêter le coût déraisonnablement élevé et

le volume des importations de produits alimentaires dans une grande partie de l'Afrique (alors que la plupart de ces mêmes importations peuvent être produites et fournies au sein du continent).

- Le renforcement des capacités est essentiel pour soutenir la croissance de l'Afrique et la rendre inclusive. Compte tenu de la prolifération des visions de croissance à long terme, il est nécessaire de renforcer les capacités pour aligner les objectifs nationaux et sous-nationaux, de coordonner l'action des ministères responsables de la planification et des finances (en fonction des priorités de développement prévues avec des ressources de financement), d'améliorer la gouvernance économique (lutte contre la corruption, l'évasion fiscale et la fuite des capitaux) et de cultiver l'esprit de leadership engagé afin de redynamiser les économies en temps durs et exécuter des plans de relance sans renversements de politique. Pour une bureaucratie efficace, le développement humain (santé et éducation) est essentiel (Findley, Nelson et Sharman 2014). Plus important encore, la fourniture de données de qualité en temps opportun reste primordiale. La capacité des institutions dans la chaîne de planification économique devrait être renforcée pour évaluer la croissance, fixer des normes, planifier l'avenir et suivre la viabilité des progrès accomplis (réalisation des ODD).

ANNEXE : TEST DE ROBUSTESSE DES ESTIMATIONS ÉCONOMÉTRIQUES

Tableau A.1 Système GMM à deux degrés (pour la dette extérieure uniquement : de 1990 à 2013)

Variabiles	(1) Croissance	(2) Croissance	(3) Croissance
Croissance économique retardée	0,216*** (0,00824)	0,119*** (0,0149)	0,0713*** (0,0137)
Dette extérieure	-0,0229*** (0,00144)	-0,0207*** (0,00224)	-0,0171*** (0,000672)
Formation du capital humain	0,0248*** (0,00274)	0,00408 (0,00407)	0,0164*** (0,00182)
Formation brute de capital fixe	0,149*** (0,00801)	0,0949*** (0,00688)	0,0446*** (0,00435)
Investissements directs étrangers		0,0941*** (0,0126)	0,0284*** (0,00951)
Aide publique au développement		0,108*** (0,00925)	0,0745*** (0,00579)
Commerce		0,0149*** (0,00326)	0,00863*** (0,00167)
Envois de fonds		-0,0713*** (0,00785)	0,0110** (0,00453)
Dépenses de consommation finale des administrations publiques			-0,0432*** (0,0105)
Inflation			0,0381*** (0,00738)
Croissance démographique			0,917*** (0,0375)
Valeur p du test de Sargan	0,65	0,24	0,69
Valeur p du test AR (1)	0,01	0,04	0,04
Valeur p du test AR (2)	0,11	0,14	0,15
Nombre d'instruments	87	67	52
Nombre d'observations	553	413	465
Nombre de pays	52	52	52

Remarque : Erreurs types entre parenthèses. *** P <0,01, ** p <0,05, * p <0,1

Tableau A.2 Système GMM à deux degrés (1990-2013)

Variables	(1) Dette totale (dette venant de sources externes et internes)	(2) Dette externe (dette venant de sources externes uniquement)
Croissance économique retardée	0,101*** (0,0143)	0,0713*** (0,0137)
Dette publique brute	-0,00953*** (0,00254)	-0,0171*** (0,000672)
Formation du capital humain	0,0290*** (0,00457)	0,0164*** (0,00182)
Formation brute de capital fixe	0,0182*** (0,00539)	0,0446*** (0,00435)
Investissements directs étrangers	0,0171 (0,0117)	0,0284*** (0,00951)
Aide publique au développement	0,0677*** (0,0129)	0,0745*** (0,00579)
Commerce	0,00221 (0,00220)	0,00863*** (0,00167)
Envois de fonds	0,0236*** (0,00862)	0,0110** (0,00453)
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,0297** (0,0121)	-0,0432*** (0,0105)
Inflation	-0,00788* (0,00442)	0,0381*** (0,00738)
Croissance démographique	1,112*** (0,0887)	0,917*** (0,0375)
Valeur p du test de Sargan	0,58	0,69
Valeur p du test AR (1)	0,02	0,04
Valeur p du test AR (2)	0,23	0,15
Nombre d'instruments	73	52
Nombre d'observations	386	465
Nombre de pays	52	52

Remarque : Erreurs types entre parenthèses. *** P <0,01, ** p <0,05, * p <0,1

Tableau A.3 Système GMM à deux degrés (1990-2001)

Variables	(1) Dette totale (dette venant de sources externes et internes)	(2) Dette externe (dette venant de sources externes uniquement)
Croissance économique retardée	-0,574*** (0,0450)	0,0379 (0,0446)
Dette publique brute	-0,134*** (0,0124)	0,0826*** (0,00919)
Formation du capital humain	0,0723** (0,0298)	0,186*** (0,0144)
Formation brute de capital fixe	0,240*** (0,0476)	-0,250*** (0,0192)
Investissements directs étrangers	0,0298 (0,0824)	0,0748** (0,0334)
Aide publique au développement	0,739*** (0,0968)	0,0530 (0,0562)
Commerce	-0,0223* (0,0122)	-0,0295*** (0,00460)
Envois de fonds	-0,146*** (0,0546)	0,319*** (0,0206)
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,152* (0,0892)	-0,211*** (0,0335)
Inflation	-0,0341 (0,0371)	-0,0212 (0,0219)
Croissance démographique	1,382*** (0,285)	-0,168 (0,408)
Valeur p du test de Sargan	0,86	0,73
Valeur p du test AR (1)	0,14	0,07
Valeur p du test AR (2)	0,76	0,36
Nombre d'instruments	40	40
Nombre d'observations	112	198
Nombre de pays	52	52

Remarque : Erreurs types entre parenthèses. *** P <0,01, ** p <0,05, * p <0,1

Tableau A.4 Système GMM à deux degrés (2002-2013)

Variables	(1)	(2)
	Dette totale (dette venant de sources externes et internes)	Dette externe (dette venant de sources externes uniquement)
Croissance économique retardée	0,171*** (0,0294)	0,340*** (0,0239)
Dette publique brute	-0,000766 (0,00481)	-0,00119 (0,00739)
Formation du capital humain	0,0169 (0,0186)	0,00889 (0,00852)
Formation brute de capital fixe	0,0311 (0,0284)	0,0671** (0,0296)
Investissements directs étrangers	0,0285** (0,0123)	0,0330 (0,0287)
Aide publique au développement	0,0359* (0,0202)	0,0457 (0,0366)
Commerce	0,00267 (0,00550)	0,0109 (0,00741)
Envois de fonds	0,00989 (0,0228)	-0,0210 (0,0185)
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,00720 (0,0240)	-0,0343 (0,0220)
Inflation	-0,0107 (0,0180)	-0,263*** (0,0525)
Croissance démographique	1,004*** (0,0923)	1,026*** (0,188)
Valeur p du test de Sargan	0,07	0,27
Valeur p du test AR (1)	0,01	0,02
Valeur p du test AR (2)	0,12	0,17
Nombre d'instruments	37	28
Nombre d'observations	248	241
Nombre de pays	52	52

Remarque : Erreurs types entre parenthèses. *** P <0,01, ** p <0,05, * p <0,1

BIBLIOGRAPHIE

ACBF (2013) Capacity Development for Natural Resources Management, ACIR 2013, African Capacity Building Foundation, Harare, Zimbabwe.

Acemoglu, D. (2009) *An Introduction to Modern Economic Growth*, Princeton University Press.

Acemoglu, D. and J. Robinson (2012) *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*, Crown Business, New York.

ACET (2014) *African Transformation Report 2014: Growth with Depth*, African Center for Economic Transformation, Accra, Ghana.

Adedeji, O., H. Du, and M. Opoku-Afari (2013) "Inclusive Growth: An Application of the Social Opportunity Function to Selected African Countries," IMF Working Paper WP/13/139, International Monetary Fund, Washington, DC.

AfDB (2010) "Infrastructure Deficit and Opportunities in Africa," Economic Brief, Vol. 1, September Issue, The Chief Economist Complex, African Development Bank, Tunis.

AfDB, OECD, and UNDP (2015) *African Economic Outlook 2015*, African Development Bank, Organisation for Economic Co-operation and Development, and United Nations Development Programme.

_____ (2011) *African Economic Outlook 2011*, African Development Bank, Organisation for Economic Co-operation and Development, and United Nations Development Programme.

Ajayi, I., and L. Ndikumana (2015) *Capital Flight in Africa: Causes, Effects and Policy Issues*, Oxford University Press.

Andersen, T., and P. Jensen (2014) "Is Africa's Recent Growth Sustainable?" *International Economic Journal*, 28:2, 207-223.

Aryeetey, E. (1998) *Informal Sector, Economic Growth and Poverty in Africa*, mimeo.

Aryeetey, E., S. Devarajan, R. Kanbur, and L. Kasekende (2012) "Overview," *The Oxford Companion to the Economics of Africa*, Oxford University Press, pp.1-23.

Azerki, R., C. Patillo, M. Quintyn, and M. Zhu (2012) *Commodity Price Volatility and Inclusive Growth in Low-Income countries*, International Monetary Fund, Washington, DC.

Baltagi, B. (2008) *Econometric Analysis of Panel Data*, Fourth Edition, John Wiley & Sons Ltd, United Kingdom.

Baum, C. F. (2006) *An Introduction to Modern Econometrics Using Stata*, StataCorp LP, College Station, Texas.

Blundell, R., and S. Bond (1998) "GMM Estimation with Persistent Panel Data: An Application to Production Functions," Working Paper Series No. W99/4, Institute for Fiscal Studies, London.

Bodomo, A. (2013) "African Diaspora Remittances Are Better than Foreign Aid Funds Diaspora driven Development in the 21st Century," *World Economics*, 14(4): 21-28.

Bond, S. (2002) *Dynamic Panel Data Models: A Guide to Micro Data Methods and Practice*, Centre for Microdata Methods and Practice, Working Paper CWP09/02, Institute for Fiscal Studies, London.

Chen, S., and M. Ravallion (2004) "How Have the World's Poorest Fared Since the Early 1980s?" Policy Research Working Paper Series 3341, The World Bank, Washington, DC.

Cho, Y., and B. N. Tien (2014) *Sub-Saharan Africa's Recent Growth Spurt: An Analysis of the Sources of Growth*, Policy Research Working Paper No. WPS 6862, The World Bank, Washington, DC.

Collier, P., and S. O'Connell (2007) "Opportunities and Choices" in B. Ndulu, S. O'Connell, R. Bates, P. Collier, and C. Soludo (eds), *The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960-2000*, Vol. 1, Cambridge University Press.

Dollar, D., and A. Kraay (2002) "Growth Is Good for the Poor," *Journal of Economic Growth*, 7: 195- 225.

Durbach, D., and C. Fettweis (2014) "The Coming Stability? The Decline of Warfare in Africa and Implications for International Security," *Contemporary Security Policy*, 35(3): 421-445.

Dzawu, M. (2015) "IMF Agrees to Lend Ghana Almost \$1 Billion to Boost Economy," Bloomberg, Accra, Ghana.

Easterly, W. (2005) "National Policies and Economic Growth: A Reappraisal," in P. Aghion and S. Durlauf (eds), *Handbook of Economic Growth*, Chapter 15, Vol. 1A, Elsevier B.V., Amsterdam.

ECA (2015a) Contribution to the Ad Hoc Committee Working on Modalities for the Implementation of Resolution 68/304, titled "Towards the establishment of a multilateral legal framework for sovereign debt restructuring processes" (United Nations General Assembly, 69th Session, 28 November, 2014), United Nations Economic Commission for Africa, Addis Ababa, Ethiopia.

_____ (2015b) *Industrialisation through Trade: Economic Report on Africa 2015*, United Nations Economic Commission for Africa, Addis Ababa, Ethiopia.

_____ (2015c) *High Level Panel Report on Illicit Financial Flows*, United Nations Economic

Commission for Africa, Addis Ababa, Ethiopia.

_____ (2015d) *The Impact of the Current Oil Price Decline on Africa*, mimeo, Forecasting Section, Macroeconomic Policy Division, United Nations Economic Commission for Africa, Addis Ababa, Ethiopia.

Ewang, P. (2013) *Political Economy of Africa's Rural Transformation*, Inaugural Africa Rural Development Forum (ARDF), Benin.

Eyong, C., and L. Foy (2006) "Towards Alternative Strategies for Sustainable Development in Africa," *International Journal of Sustainable Development and Planning*, 1(2): 133–156.

Fields, G. (2012) "Aid, Growth and Jobs," WP/086, UNU-WIDER, Helsinki.

Findley, M., D. Nelson, and J. Sharman (2014) *Global Shell Games: Experiments in Transnational Relations, Crime and Terrorism*, Cambridge University Press, Cambridge.

Ghazanchyan, M., and J. Stotsky (2013) "Drivers of Growth: Evidence from Sub-Saharan African Countries," IMF Working Paper WP/13/236, International Monetary Fund, Washington, DC.

Hilscher, J., and Y. Nosbusch (2010) *Determinants of Sovereign Risk: Macroeconomic Fundamentals and the Pricing of Sovereign Debt*, London School of Economics, UK.

IMF (2012) "Maintaining Growth in an Uncertain World," Chapter 1 in *Regional Economic Outlook, Sub-Saharan Africa*, October, International Monetary Fund, Washington, DC, pp. 1–23.

Jäntti, M., R. Kanbur, M. Nyssölä, and J. Pirttilä (2014) "Poverty and Welfare Measurement on the Basis of Prospect Theory," *Review of Income and Wealth*, 60(1): 182–205.

Jaunky, V. (2013) "Democracy and Economic Growth in Sub-Saharan Africa: a Panel Data Approach," *Empirical Economics*, 45(2): 987–1008.

Jayne, T., J. Chamberlin, and D. Headey (2014) "Land Pressures, the Evolution of Farming Systems and Development Strategies in Africa: A Synthesis," *Food Policy*, 48: 1–17.

Jerven, M. (2015) *Africa: Why Economists Get It Wrong*, Zed Books, London.

_____ (2013) *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, Cornell University Press, Ithaca, New York.

Jones, B. (2013) "Fragile States: Taking Part in Africa's Inclusive Growth Take-Off," *Economic Brief*, 4(4), African Development Bank, Tunis.

Kasekende, L, Z. Brixiova, Z, and L. Ndikumana (2010) "Africa: Africa's Counter-cyclical Response to the Crisis," *Journal of Globalisation and Development*, 1(1).

Kedir, A. (2015) Higher Education and Economic Growth in Africa, mimeo.

_____ (2014) "Inequality in Ethiopia," Paper prepared for the Pan African Inequalities Conference, April 28–30, 2014, in Accra, Ghana.

_____ (2013) Explaining Growth Volatility: Evidence from Developing Countries Using Dynamic GMM Modelling, mimeo, Department of Economics, University of Leicester, UK.

_____. (2012) "Ethiopia: Perspectives Beyond Growth and Poverty," in E. Areyeetey, S. Deverajan, R. Kanbur and L. Kasekende (eds.) *The Oxford Companion to the Economics of Africa*, pp. 487–490.

Kedir, A., A. Alemu, and K. Endale (2011) *Growth, Poverty and Inequality in Ethiopia: Labour Markets as a Transmission Mechanism*, research report for African Economic Research Consortium, Nairobi, Kenya.

Kedir, A., G. Ibrahim, A. Hailu, and D. Sandjong (2015) *Debt and Growth in Africa 1990–2013*, mimeo, Addis Ababa, Ethiopia.

Lensink, W., and Morrissey O. (2006) "Foreign Direct Investment: Flows, Volatility and the Impact on Growth," *Review of International Economics*, 14, 3, 478–493.

McKinsey Global Institute (2012) *Africa at Work: Job Creation and Inclusive Growth*, August 2012.

Mijiyawa, A. G. (2013) "Africa's Recent Economic Growth, What Are the Contributing Factors?" *African Development Review*, 25(3): 289–302.

Ncube, M., and Z. Brixiova (2014) "Ensuring Public Debt Sustainability in Africa, European Centre for Development Policy Management," Briefing Note, No. 66, Siege, Netherlands.

Ndikumana, L., and J. Joyce (2013) *Africa's Odious Debts: How Foreign Loans and Capital Flight Bled a Continent (African Arguments)*, Zed Books.

Nissanke, M. (2013) *Managing Sovereign Debt for Productive Investment and Development in Africa*, African Development Bank, Tunis.

Nnadozie, E., A. Jerome, and M. Keita (2012) "The Resurgence of Development Planning in Africa: Challenges and Prospects," *Tanzanian Economic Review*, 2(1): 74–96.

Norbrook, N., C. Orderson, E. Jobson, and G. Ware (2014) "You Can't Eat GDP Growth," *The Africa Report*.

O'Connell, S., and B. Ndulu (2000) *Africa's Growth Experience: a Focus on the Sources of Growth*, mimeo, African Economic Research Consortium, Nairobi.

ODI (2015a) *Sub-Saharan Africa International Sovereign Bonds: Issuers and Investors, Part I*, Overseas Development Institute, London.

_____ (2015b) Sub-Saharan Africa International Sovereign Bonds: Risks, Part II, Overseas Development Institute, London.

Qian, Y. (2003) "How Reform Worked in China," in D. Rodrik (ed) *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth*, Princeton University Press, pp. 293–333.

Roodman, D. (2006) *How to Do xtabond2: An Introduction to "Difference" and "System" GMM in Stata*, Working Paper Number 103, Center for Global Development.

Roxburgh, D. et al. (2010) *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies*, McKinsey & Company.

Sabates-Wheeler, R., and S. Devereux (2010) "Cash Transfers and High Food Prices: Explaining Outcomes on Ethiopia's Productive Safety Net Programme," Working Paper, Institute of Development Studies, University of Sussex, UK.

Sachs, J., and G. Schmidt-Traub (2014) *Financing Sustainable Development: Implementing the SDGs through Effective Investment Strategies and Partnerships*, Sustainable Development Solutions Network, New York.

Shaw, T. (2015) "African Agency, South Africa & the BRICS," *International Relations*, 52: 255-268.

Sy, A. (2015) *Trends and Development in African Frontier Bond Markets*, The Brookings Institution, Washington, DC.

The Africa Report (2014) "You cannot eat GDP", 57-bis rue d'Auteuil, 75016 Paris France.

UNDP (2013) "The Rise of the South: Human Progress in a Diverse World," *Human Development Report*, United Nations Development Programme, New York.

Wenping, H. (2013) *New Actors in International Development: The Case of China in Africa*, China Academy of Sciences, China.

Winters, A., N. McCulloch, and A. McKay (2004) "Trade Liberalization and Poverty: The Evidence So Far," *Journal of Economic Literature*, 42(1): 72–115.

LISTE DES DOCUMENTS HORS-SERIES DE L'ACBF

Soumana Sako (2002), AFRICA: MAJOR DEVELOPMENT CHALLENGES & THEIR CAPACITY BUILDING DIMENSIONS, OCCASIONAL PAPER 1

Soumana Sako (2003), THE NEW PARTNERSHIP FOR AFRICA'S DEVELOPMENT: BUILDING ECONOMIC & CORPORATE GOVERNANCE INSTITUTIONS FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT, OCCASIONAL PAPER 2

Severine Rugumamu (2004), CAPACITY BUILDING IN POST-CONFLICT COUNTRIES IN AFRICA: A SUMMARY OF LESSONS OF EXPERIENCE FROM MOZAMBIQUE, RWANDA, SIERRA LEONE & UGANDA, OCCASIONAL PAPER 3

Genevesi Ogiogio (2005), MEASURING PERFORMANCE OF INTERVENTIONS IN CAPACITY BUILDING: SOME FUNDAMENTALS, OCCASIONAL PAPER 4

Soumana Sako (2006), CHALLENGES FACING AFRICA'S REGIONAL ECONOMIC COMMUNITIES IN CAPACITY BUILDING, OCCASIONAL PAPER 5

Soumana Sako and George Kararach (2007), CAPACITY BUILDING FOR THE PROMOTION OF TRADE AND INVESTMENT IN AFRICA - CHALLENGES AND STRATEGIES, OCCASIONAL PAPER 6

Tadeous T. Chifamba (2007), MULTILATERAL TRADE NEGOTIATIONS: HOW SENSIBLY MUST AFRICAN COUNTRIES AND TRADE NEGOTIATORS STAND?, OCCASIONAL PAPER 7

Andy Wynne (2008), PUBLIC FINANCIAL MANAGEMENT REFORMS IN DEVELOPING COUNTRIES: LESSONS OF EXPERIENCE FROM GHANA, TANZANIA AND UGANDA. OCCASIONAL PAPER 8

Mfandaedza Hove and Andy Wynne (2010), THE EXPERIENCE OF MTEF AND IFMIS REFORMS IN SUB-SAHARAN AFRICA – WHAT IS THE BALANCE SHEET?, OCCASIONAL PAPER 9

George Kararach, Phineas Kadenge and Gibson Guvheya (2010), CURRENCY REFORMS IN ZIMBABWE: AN ANALYSIS OF POSSIBLE CURRENCY REGIMES, OCCASIONAL PAPER 10

George Kararach (2010), HARD TIMES: THE WORLD ECONOMIC CRISIS AND EMERGING CAPACITY CHALLENGES FOR AFRICA, OCCASIONAL PAPER 11

Kobena T. Hanson and George Kararach (2011), THE CHALLENGES OF KNOWLEDGE HARVESTING AND THE PROMOTION OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT FOR THE ACHIEVEMENT OF THE MDGS IN AFRICA, OCCASIONAL PAPER 12

Roger Tsafack Nanfosso (2011), L'ÉTAT DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE, OCCASIONAL PAPER 13

Kobena T. Hanson and Frannie A. Léautier (2011), DEVELOPMENT DRIVERS IN AFRICA: ROLE OF INNOVATION, OCCASIONAL PAPER 14

Joseph R.A. Ayee (2011), SOCIAL INCLUSION AND SERVICE DELIVERY IN A FRAGILE AND POST-CONFLICT ENVIRONMENT IN AFRICA, OCCASIONAL PAPER 15

Sams Dine SY (2011), FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT RÉILIENT AU CLIMAT EN AFRIQUE: ÉVALUATION PROSPECTIVE, CADRE STRATÉGIQUE ET PLAN D'ACTION, OCCASIONAL PAPER 16

Peter K. Arthur (2012), FOOD SECURITY AND SOVEREIGNTY IN AFRICA: ISSUES, POLICY CHALLENGES AND OPPORTUNITIES, OCCASIONAL PAPER 17

Kwabena Gyimah-Brempong, Timothy M. Shaw & Val Samonis (2012), IS BILATERAL AID RESPONDING TO GOOD GOVERNANCE IN AFRICA? OCCASIONAL PAPER 18

Arku, G., Mkandawire, P., Aguda, N. and Kuuire, V. (2012), AFRICA'S QUEST FOR FOOD SECURITY: WHAT IS THE ROLE OF URBAN AGRICULTURE? OCCASIONAL PAPER 19

André Corrêa d'Almeida (2013), THE RETENTION OF HIGHLY SKILLED RETURNEES IN MOZAMBIQUE: AN INSTITUTIONAL APPROACH, OCCASIONAL PAPER 20

Aminata Ndiaye et Paul Ndiaye (2013), CHANGEMENT CLIMATIQUE, DEGRADATION ENVIRONNEMENTALE ET QUETE D'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES : MIRACLE OU MIRAGE ? OCCASIONAL PAPER 21

Daniel Sakyi and Eric Evans Osei Opuku (2014), REGIONALISM AND ECONOMIC INTEGRATION IN AFRICA: A CONCEPTUAL AND TEORETICAL PERSPECTIVE, OCCASIONAL PAPER 22

Paul Mkandawire, Hanson Nyantakyi-Frimpong, Frederick Armah and Godwin Arku (2014), REGIONALISM, FOOD SECURITY AND ECONOMIC DEVELOPMENT, OCCASIONAL PAPER 23

Hany Besada, Leah McMillan and Alireza Sanieipour (2014), REGIONALISM, TRADE AND THE GROWTH OF AFRICA'S ECONOMY, OCCASIONAL PAPER 24

ACBF (2016), INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT AND FINANCING IN SUB-SAHARAN AFRICA: TOWARD A FRAMEWORK FOR CAPACITY ENHANCEMENT, OCCASIONAL PAPER 25 (with contribution by Dr. Odongo Kodongo)

ACBF (2016), THE CHALLENGE OF AFRICAN YOUTH UNEMPLOYMENT, OCCASIONAL PAPER 26 (with contribution by Prof. Joseph R. Oppong, Prof. Kefa Otiso, and Prof. Benjamin Ofori-Amoah)

ACBF (2017), POLICY AND INSTITUTIONAL DIMENSIONS OF AFRICA'S POLITICAL ECONOMY IN AN AGE OF GLOBALIZATION, OCCASIONAL PAPER 27 (with contribution by Dr. Claudious Chikozho and Dr. Charles Nhemachena)

ACBF (2017), WHICH INEQUALITIES MATTER FOR AFRICA'S SUSTAINED GROWTH AND POVERTY REDUCTION? A MACRO-MICRO COMPARATIVE ANALYSIS WITH CASE STUDIES ON CAMEROON AND SOUTH AFRICA, OCCASIONAL PAPER 28 (with contribution by Dr. Nicholas Ngepah)



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

The African Capacity Building Foundation
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant
Harare, ZIMBABWE
Tel: (+263 4) 304622, 304663, 332002/14
Cell: (+263) 772 185 308-10
Fax: (+263 4) 702915
Email: root@acbf-pact.org
Web site: www.acbf-pact.org

ISBN : 978-1-77937-076-1
EAN : 9781779370761